



PQ
N-A



PANORAMA DES
ACTEURS DE LA
LUTTE CONTRE
LES DISCRIMINATIONS
EN NOUVELLE-AQUITAINE



Alain ROUSSET

PRÉSIDENT DE LA RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE

La Nouvelle-Aquitaine s'engage résolument dans la lutte contre toutes les discriminations.

Notre Région a voulu aller au-delà du mot égalité, pour entrer dans la réalité.

Signataire de la charte européenne pour l'Égalité entre les femmes et les hommes dans la vie locale, la Région a adopté dès 2018 le plan d'action « Réaliser l'Égalité en Nouvelle-Aquitaine ». Chaque année, à travers un règlement d'intervention, la Région accompagne plus de 150 associations de solidarité, de lutte contre les discriminations, ou encore de promotion de l'Égalité.

Afin de valoriser les acteurs et initiatives qui œuvrent dans ce domaine, je me félicite de la publication de ce panorama. Car l'objectif est bien de faciliter le réseau entre toutes les parties prenantes, de susciter de nouvelles vocations et de sensibiliser l'ensemble de la population du territoire régional.

En effet, les chiffres sont alarmants : selon l'INSEE (juillet 2022), 18% de la population déclare avoir subi une discrimination ces dernières années et les violences, en particulier envers les femmes et les personnes LGBTQIA+, sont en augmentation.

Nous nous mobilisons activement avec les associations partenaires pour inverser cette tendance.

Notre politique régionale en faveur de l'Égalité et de la solidarité alimentaire et sanitaire est au cœur de notre action.

Nous encourageons tous les acteurs publics comme privés à rejoindre notre engagement contre les discriminations afin de créer un écosystème solidaire et inclusif soucieux de chacun et chacune.

Ce panorama est un outil au service d'une démarche pour un avenir sans discrimination.



Étienne GUYOT

PRÉFET DE LA RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE

L'arsenal législatif et les moyens de l'État pour lutter contre les discriminations se sont considérablement développés en France ces dernières années. Une discrimination, c'est un traitement défavorable, fondé sur l'origine, le sexe ou la santé, par exemple dans des domaines visés par la loi, comme le logement ou l'emploi. Agir sur les discriminations, c'est lutter contre ce que vivent certains de nos concitoyens dans leur vie quotidienne et contribuer à la cohésion de notre société.

Ce panorama des acteurs de la lutte contre les discriminations a pour objectif de les rendre visibles, d'encourager les coopérations entre ceux qui souhaitent agir contre les stéréotypes qui nourrissent les discriminations, pour promouvoir une société qui respecte les droits de chacun.

Je souhaite remercier les acteurs qui agissent sur le terrain, notamment Pays et Quartiers de Nouvelle-Aquitaine, Boulevard des Potes et l'Association de Recherche et d'Études sur la Santé, la Ville et les Inégalités qui ont œuvré, au côté de la Région Nouvelle-Aquitaine et de l'État, pour que ce guide soit mis à disposition pour accompagner la mise en œuvre des contrats de ville Quartiers 2030.

ÉDITOS



MOT DU DIRECTEUR



Jonathan **DELPECH**

DIRECTEUR DE PAYS ET QUARTIERS DE NOUVELLE-AQUITAINE

La lutte contre les discriminations est un enjeu majeur dans l'ensemble de la société française. De nombreux citoyens sont en effet victimes au quotidien de discriminations, cette situation présente un vrai risque pour la cohésion sociale et territoriale.

C'est la raison pour laquelle l'État et la Région Nouvelle-Aquitaine ont mandaté PQN-A pour animer un cycle de qualification "*Agir contre les discriminations dans les territoires*" sur la période 2023-2024. Ce cycle s'est matérialisé par trois webinaires, une rencontre régionale et la production de différentes ressources, dont ce Panorama régional des acteurs de la lutte contre les discriminations.

Ce Panorama nous montre que de nombreuses initiatives existent dans les territoires urbains et ruraux de Nouvelle-Aquitaine. Il nous montre également que, quand les acteurs s'organisent collectivement et se coordonnent localement, l'impact de leurs actions est plus fort. L'approche territoriale apporte alors une véritable valeur ajoutée à ces pratiques de lutte contre les discriminations.

Cette publication valorise à la fois la diversité des acteurs publics et privés impliqués, mais aussi la diversité des initiatives. En parcourant ce Panorama, vous trouverez 86 fiches pour décrire les missions de chaque structure et qualifier son action suivant différents critères : statut, localisation, domaine d'intervention, critères de discrimination, type d'action.

Ce panorama est la résultante de nombreuses contributions et relectures illustrant un travail collectif. Il invite les acteurs néo-aquitains à se mettre en réseau et surtout à s'engager dans la lutte contre les discriminations.

Vous souhaitant une bonne lecture.

SOMMAIRE

2 ÉDITOS
ALAIN ROUSSET
ÉTIENNE GUYOT

4 MOT DU DIRECTEUR
SOMMAIRE

6 PRÉSENTATION DE PAYS
ET QUARTIERS DE
NOUVELLE-AQUITAINE
ET DU CYCLE

8 QUELQUES
CHIFFRES CLÉS

10

LE CADRE JURIDIQUE
ET LES 26 CRITÈRES

12

COMMENT LIRE
CE PANORAMA ?

13

LES ACTEURS PUBLICS

31

LES ACTEURS PRIVÉS

103

INDEX DES ACTEURS



PRÉSENTATION DE **PAYS ET QUARTIERS DE NOUVELLE-AQUITAINE**

Créé en 2002 par l'État et la Région, Pays et Quartiers de Nouvelle-Aquitaine (PQN-A) est le centre de ressources sur le développement territorial néo-aquitain. Il œuvre pour tous les territoires avec une attention particulière en direction des plus vulnérables de notre région.

PQN-A propose des espaces de réflexion, de collaboration et de mise en réseau pour aider les acteurs à répondre aux enjeux de cohésion sociale et territoriale, tout en les soutenant dans les transitions nécessaires (écologiques, sociales, etc.).

Ses cinq missions clés sont :

- > Aider à la compréhension et l'appropriation des politiques publiques en faveur des territoires urbains, périurbains et ruraux ;
- > Structurer et animer les réseaux, faciliter les échanges et les partages d'expériences ;
- > Repérer, qualifier et diffuser les expériences, pratiques et initiatives locales ;
- > Animer et accompagner l'ingénierie des territoires ;
- > Consolider les interactions entre la recherche scientifique et les pratiques territoriales.

Afin d'agir au plus près des besoins exprimés par les territoires, l'offre de services du centre de ressources se compose de :

- > Visioconférences pour monter en compétences sur des sujets phares grâce à la contribution d'experts ;
- > Rencontres en présentiel pour faciliter la mise en réseau et le travail collectif ;
- > Retours d'expériences pour s'inspirer sur différents modes de faire ;
- > Articles de capitalisation pour s'informer ;
- > Veille sur l'actualité liée aux thématiques au cœur du travail de PQN-A : politiques contractuelles, transitions, politique de la ville, démarches alimentaires territoriales, revitalisation des centres-bourgs, insertion et l'accès à l'emploi, inclusion numérique...

Le site web de PQN-A, sa chaîne youtube et son compte linkedin permettent d'accéder facilement à toutes les ressources d'informations stratégiques pour les acteurs impliqués dans le développement territorial. N'hésitez pas à les consulter.

www.pqn-a.fr |  [pays-et-quartiers-de-nouvelle-aquitaine-pqn-a](#) |  [Pays et Quartiers de Nouvelle-Aquitaine](#)



UN CYCLE DE QUALIFICATION **AGIR CONTRE LES DISCRIMINATIONS** DANS LES TERRITOIRES

PQN-A a été missionné par l'État et la Région Nouvelle-Aquitaine pour déployer un cycle de qualification "Agir contre les discriminations dans les territoires" de novembre 2023 à octobre 2024.

Ce cycle a donné lieu à trois webinaires et une rencontre régionale. C'est dans ce cadre que s'inscrit la publication de ce Panorama régional. Retrouvez les différentes ressources du cycle (articles, analyses et rediffusions des webinaires) sur www.pqn-a.fr.

Ce cycle a été conçu avec les services de l'État (SGAR Nouvelle-Aquitaine et DREETS Nouvelle-Aquitaine), les services de la Région Nouvelle-Aquitaine, le centre d'études et de formation "Boulevard des Potes" et l'Association de Recherche et d'Etude sur la Santé, la Ville et les Inégalités (ARESVI).

Retrouvez les restitutions des rencontres du cycle sur le site de PQN-A. Elles valorisent les analyses et les différentes ressources partagées lors des différentes séquences du cycle.

La mobilisation significative d'agents des collectivités, et de l'Etat, d'opérateurs associatifs, d'experts... traduit l'intérêt des acteurs présents pour agir contre les discriminations. Ainsi, près de 200 personnes ont participé aux événements proposés par PQN-A et plus de 500 replays ont été consultés à l'issue des webinaires.



WEBINAIRE
LE 13 MARS 2024
Les territoires en action, quels retours d'expérience ?



WEBINAIRE
LE 17 NOVEMBRE 2023
Les discriminations, de quoi parle-t-on ?



RENCONTRE RÉGIONALE À PÉRIGUEUX (24)
LE 27 JUIN 2024
Agir contre les discriminations territoriales dans les territoires



WEBINAIRE
LE 8 DÉCEMBRE 2023
Quelles politiques publiques mobiliser pour lutter contre les discriminations ?



QUELQUES CHIFFRES CLÉS



80% LA PART DES FEMMES AYANT DÉJÀ EU L'IMPRESSIION D'**AVOIR ÉTÉ MOINS BIEN TRAITÉES** EN RAISON DE LEUR SEXE.

Source : Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes (HCE), « Rapport annuel 2023 sur l'état du sexisme en France »

27% C'EST LA PART DES FEMMES DISCRIMINÉES AU TRAVAIL QUI AFFIRMENT L'AVOIR ÉTÉ **EN RAISON DE LEUR GROSSESSE OU DU CONGÉ MATERNITÉ**, CONTRE 7% DES HOMMES.

(Source : Défenseur des droits, « La perception des discriminations dans l'emploi », 13^e baromètre discriminations emplois, 2020)

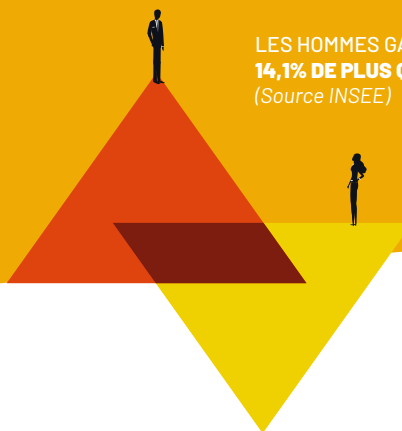


9/10 (SOIT 86%) C'EST LE NOMBRE DE FEMMES QUI DÉCLARENT **AVOIR PERSONNELLEMENT VÉCU UNE SITUATION SEXISTE**.

(Source : HCE rapport 2024 sur l'état du sexisme en France)

LES HOMMES GAGNENT EN MOYENNE **14,1% DE PLUS QUE LES FEMMES** EN 2022.

(Source INSEE)



EN RAISON DE LEUR ORIGINE SUPPOSÉE OU RÉELLE

46% DES FRANÇAIS ESTIMENT QUE DES PERSONNES SONT **DISCRIMINÉES « SOUVENT » OU « TRÈS SOUVENT » DU FAIT DE LEUR ORIGINE OU COULEUR DE PEAU** EN FRANCE. (Source : Défenseur des droits et l'Organisation internationale du travail - données 2020)



9,1% DES TRAVAILLEURS DÉCLARENT **AVOIR SUBI AU TRAVAIL DES TRAITEMENTS INÉGALITAIRES** OU DES DISCRIMINATIONS EN 2021 (Source : Insee)

30%



C'EST LE POURCENTAGE DES PERSONNES ÂGÉES DE 65 ANS OU PLUS QUI DÉCLARENT AVOIR ÉTÉ **TÉMOINS DE DISCRIMINATIONS LIÉES À L'ÂGE AVANCÉ** AU COURS DE LEUR VIE ET 17 % : C'EST CEUX QUI EN ONT ÉTÉ VICTIMES AU COURS DES 5 DERNIÈRES ANNÉES. (Source : Défenseur des droits 2021)

9%



C'EST LA **PART DES RÉCLAMATIONS** EN MATIÈRE DE DISCRIMINATIONS REÇUES EN 2023 PAR LE DÉFENSEUR DES DROITS, EN RAISON DE L'ÉTAT DE SANTÉ DES INDIVIDUS. (Source : Rapport d'activité 2023 Défenseur des droits)

21%



C'EST LA **PART DES RÉCLAMATIONS** EN MATIÈRE DE DISCRIMINATIONS REÇUES EN 2023 PAR LE DÉFENSEUR DES DROITS, QUI CONCERNAIENT DES DISCRIMINATIONS EN RAISON DU HANDICAP. (Source : Rapport d'activité 2023 Défenseur des droits)

55%

C'EST LA PART DE **PERSONNES LGBT AYANT SUBI DES ACTES HOMOPHOBES OU TRANSPHOBES** AU MOINS UNE FOIS AU COURS DE LEUR VIE, EN 2019.

2 377

CAS DE LGTBIPHOBIES RECENSÉS PAR L'ASSOCIATION SOS HOMOPHOBIE EN 2023, SOIT UNE HAUSSE DE 57% PAR RAPPORT À 2022

85%

C'EST LE POURCENTAGE DE FRANÇAIS QUI, EN 2019, **CONSIDÉRAIENT L'HOMOSEXUALITÉ COMME UNE SEXUALITÉ AUSSI NORMALE QUE LES AUTRES**. ILS N'ÉTAIENT QUE 24 % DANS CE CAS EN 1975.





LES DISCRIMINATIONS

LE CADRE JURIDIQUE

QU'EST-CE QUE LA DISCRIMINATION ?

Une discrimination est un traitement inégalitaire aboutissant à une situation défavorable à une personne.

La discrimination est fondée sur l'un des 26 critères prohibés par la loi. Elle se manifeste par un acte ou une pratique dans des domaines très variés, tels que l'emploi, le logement, l'éducation ou encore l'accès aux biens et aux services. Une personne peut être discriminée par rapport à plusieurs caractéristiques personnelles. La loi du 27 mai 2008 établit un cadre législatif pour lutter contre les discriminations.

Selon les articles 225-1 à 225-4 du code pénal, l'auteur des faits est passible de trois ans de prison et 45 000 euros d'amende et de cinq ans et 75 000 euros d'amende lorsque l'auteur est un agent public et a commis les faits dans l'exercice de ses fonctions.

QU'EST-CE QU'UNE DISCRIMINATION SYSTÉMIQUE ?

Une discrimination systémique est une discrimination qui relève d'un système, c'est-à-dire d'un ordre établi provenant de pratiques, volontaires ou non, neutres en apparence.

Par exemple, on observe sur le marché du travail

des écarts de rémunération ou d'évolution de carrière entre une catégorie de personnes et une autre.

La particularité de la discrimination systémique est qu'elle n'est pas nécessairement consciente de la part de celui qui l'opère.

QUELLE EST LA DIFFÉRENCE ENTRE UNE DISCRIMINATION DIRECTE ET INDIRECTE ?

La discrimination est directe lorsqu'elle est délibérée et que la différence de traitement se base sur un critère prohibé par la loi : par exemple, le refus de louer un appartement à une personne homosexuelle ou en raison de son origine. La discrimination est indirecte lorsque, dans une situation comparable, un critère ou une pratique neutre en apparence produit des effets inéquitables et discriminatoires envers une personne ou un groupe : par exemple l'absence de possibilités d'accès des personnes handicapées aux transports en commun.

LES 26 CRITÈRES DE DISCRIMINATION INTERDITS PAR LA LOI



APPARENCE
PHYSIQUE



PATRONYME



SEXE



ORIGINE



GROSSESSE



SITUATION DE
FAMILLE



HANDICAP



IDENTITÉ DE GENRE



CARACTÉRISTIQUES
GÉNÉTIQUES



LIEU DE RÉSIDENCE



ÉTAT DE SANTÉ



PERTE
D'AUTONOMIE



ACTIVITÉS
SYNDICALES



OPINIONS
PHILOSOPHIQUES



ÂGE



MOEURS



ORIENTATION
SEXUELLE



RELIGION



OPINIONS
POLITIQUES



LANCEUR
D'ALERTE



CAPACITÉ À
S'EXPRIMER DANS
UNE AUTRE LANGUE
QUE LE FRANÇAIS



REFUS DES
PERSONNES À
SUBIR DES FAITS
DE BIZUTAGE



VULNÉRABILITÉ
ÉCONOMIQUE
APPARENTE



APPARTENANCE OU
NON À UNE ETHNIE,
UNE RACE,
UNE NATION



DOMICILIATION
BANCAIRE



HARCÈLEMENT



COMMENT LIRE CE PANORAMA ?

Le Panorama présente 86 acteurs publics, privés ou instances intervenant dans la lutte contre les discriminations à différentes échelles, du local au national.

Il est divisé en deux parties principales :

- > Les institutions publiques au nombre de 16
- > Les acteurs associatifs au nombre de 70

Un index des acteurs (page 103) vous permettra d'identifier les structures en fonction de divers critères.

Les structures sont présentées par ordre alphabétique et caractérisées par six items.

LE TYPE DE STRUCTURES

- > Institutions publiques
- > Associations/entreprises

LE TERRITOIRE D'INTERVENTION

- > National
- > Régional
- > Départemental
- > Local

LES DOMAINES D'INTERVENTION

- > Droit
- > Insertion/emploi/formation
- > Logement
- > Education
- > Sport/loisir/culture
- > Santé
- > Social (écoute, accompagnement, convivialité)

LES CRITÈRES DE DISCRIMINATION TRAITÉS.

Pour faciliter la lecture, les 26 critères de discrimination ont été regroupés par thématiques.

- > Origine
- > Identité/état civil/situation socio-économique
- > Sexe/genre/orientation sexuelle
- > Santé/physique
- > Opinions/croyances/habitudes de vie

LES TYPES D'ACTION

- > Accompagner les victimes
- > Informer / sensibiliser
- > Former
- > Changer les pratiques

LES PUBLICS VISÉS

- > Grand public ou publics spécialisés
- > Professionnels / structures

Chaque fiche présente **les missions de la structure** et une ou plusieurs **actions phares**.

COMMENT CE PANORAMA A T-IL ÉTÉ ÉLABORÉ ?

Les fiches acteurs ont été élaborées par l'équipe de Pays et Quartiers de Nouvelle-Aquitaine. Elles ont été adressées, pour une très grande majorité d'entre elles, aux acteurs concernés pour validation et amendement. En complément, quelques entretiens téléphoniques ont été réalisés.

LES
**ACTEURS
PUBLICS**

DE LA LUTTE CONTRE
LES DISCRIMINATIONS



INSTITUTION PUBLIQUE

TERRITOIRE D'INTERVENTION
DÉPARTEMENTAL

DOMAINE D'INTERVENTION
> DROIT

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
TOUTES
DISCRIMINATIONS

TYPES D'INTERVENTION
> ACCOMPAGNEMENT
DES VICTIMES
> SENSIBILISATION/
INFORMATION

PUBLICS VISÉS
> TOUS PUBLICS

CONTACT

[https://lannuaire.
service-public.fr/
navigation/nouvelle-
aquitaine/cdad](https://lannuaire.service-public.fr/navigation/nouvelle-aquitaine/cdad)

CDAD

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'ACCÈS AUX DROITS

MISSION

Le CDAD, institué par la loi du 10 juillet 1991, modifié par la loi du 18 décembre 1998, a pour mission de piloter la politique de l'accès au droit sur le territoire départemental. Il recense donc les besoins, définit une politique locale, impulse des actions et évalue la qualité et l'efficacité des dispositifs mis en place en matière d'accès au droit. Il constitue un organisme de référence pour animer un partenariat avec les acteurs locaux concernés.

Le CDAD déploie ses missions en s'appuyant sur un réseau de structures : Point-justice, Frances services, Maisons de Justice et du Droit.

ACTIONS PHARES



Permanences sur le marché de Sauveterre- de-Guyenne

Le CDAD de la Gironde met en place des actions d'aller vers en proposant une permanence tous les 1^{er} mardis du mois sur le marché de Sauveterre-de-Guyenne. Cette action est portée par France services et mobilise un juriste du CDAD.

Le guide de l'accès aux droits



Le CDAD de la Gironde a élaboré un guide de l'accès aux droits. Ce guide est destiné à orienter les personnes parmi les nombreux points-justice et les structures accueillantes dont les actions concourent à l'accès au droit. Il propose de les découvrir selon une double présentation : d'une part, en fonction des lieux d'implantation, d'autre part selon les sujets couverts.

CNFPT NOUVELLE-AQUITAINE

CENTRE NATIONAL DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

MISSION

Le CNFPT est un établissement public paritaire déconcentré dont les missions de formation et d'emploi concourent à l'accompagnement des collectivités territoriales et de leurs agents dans leur mission de service public. Il a quatre missions principales : la formation, l'observation, l'organisation des concours des cadres d'emplois A+, et l'apprentissage.

ACTIONS PHARES

> **Formation d'agents** spécialistes de la lutte contre les discriminations ;

> **Séquence de sensibilisation** intégrée dans quelques itinéraires métiers proposés aux agents les plus exposés, dans leurs situations de travail, aux questions de discrimination.

INSTITUTION PUBLIQUE

TERRITOIRE D'INTERVENTION
NATIONAL/RÉGIONAL

DOMAINE D'INTERVENTION
> EMPLOI/INSERTION/
FORMATION

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
TOUTES
DISCRIMINATIONS

TYPES D'INTERVENTION
> FORMATION
> SENSIBILISATION/
INFORMATION

PUBLICS VISÉS
> AGENTS DE LA
FONCTION PUBLIQUE

CONTACT

www.cnfpt.fr
> 05 56 99 93 50
> red.bordeaux@cnfpt.fr

INSTITUTION PUBLIQUE

TERRITOIRE D'INTERVENTION
DÉPARTEMENTAL

DOMAINE D'INTERVENTION
TOUS LES DOMAINES

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
TOUTES
DISCRIMINATIONS

TYPES D'INTERVENTION
TOUS TYPES
D'INTERVENTION

PUBLICS VISÉS
> TOUS PUBLICS

DÉPARTEMENT

MISSION

S'il le souhaite, le département peut mettre en place une politique de lutte contre les discriminations au regard des compétences qu'il exerce : l'action sociale (enfance, personnes handicapées, personnes âgées, aides sociales...), éducation (construction, équipement et entretien des collèges), aménagement du territoire et transport... Les modalités d'intervention peuvent être très variées : information, sensibilisation, communication, animation de réseaux, accompagnement d'initiatives locales...

ACTIONS PHARES

L'exemple du Département du Lot-et-Garonne

Le Département du Lot-et-Garonne a érigé l'égalité entre les hommes et les femmes "grande cause départementale" depuis 2019. Depuis 2020, les priorités d'action fixées sont les suivantes :

> **La lutte contre les violences faites aux femmes** : par la protection des victimes de violences intra-familiales avec le dispositif "Rassure-Toit" pour loger les victimes, en partenariat avec un bailleur ; et par la formation des professionnels avec le dispositif d'informations et d'échanges autour de la prise en charge des victimes de violences intrafamiliales en milieu rural co-organisé avec

le réseau ERRE (Elu Rural Relais de l'Égalité) ;

> **La promotion de l'égalité fille-garçon et femme-homme** : notamment par la mise en place dans tous les collèges du Lot-et-Garonne et ce depuis la rentrée 2023, de distributeurs de protections périodiques gratuites pour lutter contre la précarité menstruelle ; mais également par le plan d'action 2021-2023, renouvelé en 2024, dédié à l'égalité femmes-hommes dans le milieu professionnel (formation des agents, campagnes de communication internes, guide de prévention...);

> **La lutte contre "l'invisibilité" des femmes dans l'Histoire par la transmission des mémoires** : sur ce sujet, le conseil départemental propose depuis quatre ans des séries d'ouvrage consacré aux portraits de femmes lot-et-garonnaises qui ont marqué l'Histoire par leur action ("femmes de lettres", "femmes de la Résistance", "femmes politiques", "femmes artistes"...). En 2024, la série de portraits réalisée porte sur "les femmes sportives".

DILCRAH

DÉLÉGATION INTERMINISTÉRIELLE À LA LUTTE CONTRE LE RACISME, L'ANTISÉMITISME ET LA HAINE ANTI-LGBT

MISSION

La DILCRAH, créée en 2012, est chargée de concevoir, de coordonner et d'animer la politique de l'État en matière de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT.

Sa mission première est de conseiller le Gouvernement pour lui permettre d'élaborer des politiques de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT+, un engagement qui passe par des plans d'action.

La DILCRAH a coordonné l'élaboration du plan national de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations liées à l'origine 2023-2026 ainsi que du plan national pour l'égalité, contre la haine et les discriminations anti-LGBT+ 2023-2026 et assurera leur mise en œuvre ainsi que le suivi des actions.

ACTIONS PHARES

Le plan national de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations liées à l'origine

Il contient 80 actions et poursuit cinq grandes ambitions :

- > Mesurer la réalité du racisme, de l'antisémitisme et des discriminations ;
- > Oser nommer la réalité de la haine ;
- > Mieux éduquer et former ;
- > Sanctionner les auteurs ;
- > Accompagner les victimes.

Le plan national pour l'égalité, contre la haine et les discriminations anti-LGBT+

Il s'inscrit dans une volonté politique forte de déployer des actions concrètes et ambitieuses pour éradiquer le fléau de la haine et donc de la violence. Ce plan s'articule en cinq axes stratégiques :

- > Nommer la réalité des LGBTphobies ;
- > Mieux mesurer ces actes ;
- > Garantir l'accès et l'effectivité des droits ;
- > Sanctionner les auteurs et les actes LGBTphobes ;
- > Développer une stratégie européenne et internationale.

INSTITUTION PUBLIQUE

TERRITOIRE D'INTERVENTION
NATIONAL

DOMAINE D'INTERVENTION
TOUS LES DOMAINES

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
> ORIGINE
> SEXE/GENRE/
ORIENTATION SEXUELLE

TYPES D'INTERVENTION
> CHANGEMENT
DES PRATIQUES

PUBLICS VISÉS
> PROFESSIONNELS,
ASSOCIATIONS

CONTACT

www.dilcrah.gouv.fr
> dilcrah@pm.gouv.fr

INSTITUTION PUBLIQUE

TERRITOIRE D'INTERVENTION
RÉGIONAL

DOMAINE D'INTERVENTION
> SPORT/LOISIRS/
CULTURE

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
TOUTES
DISCRIMINATIONS

TYPES D'INTERVENTION
> FORMATION
> SENSIBILISATION/
INFORMATION
> ACCOMPAGNEMENT
DES VICTIMES

PUBLICS VISÉS
> JEUNES
> MILIEU ASSOCIATIF
> SPORTIFS

CONTACT

www.ac-bordeaux.fr/drajes
> Direction : 06 28 91 46 70
> ce.drajes@region-academique-nouvelle-aquitaine.fr

DRAJES NOUVELLE-AQUITAINE

DÉLÉGATION ACADÉMIQUE À LA JEUNESSE, À L'ENGAGEMENT ET AUX SPORTS

MISSION

La DRAJES Nouvelle-Aquitaine s'inscrit dans la déclinaison de la nouvelle ambition nationale pour le nouveau réseau JES créé au 1^{er} janvier 2021.

Elle a pour mission d'assurer une continuité éducative pendant et hors temps scolaire, de développer une culture de l'engagement (service national universel, service civique...) et de permettre à chaque jeune d'affirmer sa place dans la société.

Elle pilote et anime les politiques de l'État en faveur de la jeunesse, de l'engagement et des sports sur trois pôles : jeunesse, éducation populaire et vie associative ; sports ; et formation - certification - emploi.

ACTIONS PHARES

Etudes et actions sur la question des femmes et du sport

Une étude à l'échelle régionale a été menée par la DRAJES de Nouvelle-Aquitaine en 2018 sur les freins et les attentes spécifiques de la pratique sportive des femmes et jeunes filles.

De cette démarche, il est ressorti 41 préconisations regroupées autour de trois grands leviers qui sont la base d'un « cahier de charges » pour la mise en place d'actions au profit de la pratique féminine appelées « territoire d'expérimentation ».

L'objectif est d'inscrire la facilitation de pratique sportive féminine dans un ensemble plus large (prise en compte du temps nécessaire à la gestion des enfants, évolution des mentalités, pratique sportive sur le lieu de travail...).

DREETS NOUVELLE-AQUITAINE

DIRECTION RÉGIONALE DE L'ÉCONOMIE, DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITÉS

MISSION

La DREETS Nouvelle-Aquitaine remplit les missions suivantes :

- > Protéger les travailleurs, les entreprises, les consommateurs et les personnes vulnérables ;
- > Accompagner les entreprises et les acteurs de l'insertion sociale et professionnelle ;
- > Développer des compétences professionnelles, l'emploi, l'économie, l'accès à l'hébergement et au logement.

Ces missions sont déployées en lien avec des Directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités.

ACTIONS PHARES

> L'Etat prévient et lutte contre les discriminations à l'embauche et œuvre en faveur de l'égalité professionnelle Homme/Femme.

> Dans le cadre de la politique de la ville, l'Etat soutient au niveau régional des organismes qui concourent à des priorités spécifiques (plein emploi, réussite éducative, citoyenneté, soutien aux associations dans leur rôle de coordination régionale ou d'animation régionale) et qui interviennent à l'échelle régionale. Certaines de ces initiatives peuvent relever de la lutte contre les discriminations. La DREETS finance uniquement les discriminations liées à l'adresse et/ou à l'origine réelle ou supposée.

> Appel à projets "lutte contre la précarité menstruelle" 2024

La finalité de cet appel à projet est double :

. Améliorer l'accès des publics précaires, en particulier les femmes hébergées ou à la rue, à une diversité de produits périodiques, adaptés à leurs besoins et souhaits en matière de protection ;

. Lutter contre les tabous et la stigmatisation associés aux règles.

INSTITUTION PUBLIQUE

TERRITOIRE D'INTERVENTION RÉGIONAL

DOMAINE D'INTERVENTION TOUS LES DOMAINES

DISCRIMINATIONS TRAITÉES TOUTES DISCRIMINATIONS

TYPES D'INTERVENTION
> CHANGEMENT DES PRATIQUES
> SENSIBILISATION/ INFORMATION
> FORMATION

PUBLICS VISÉS
> TRAVAILLEURS, ENTREPRISES
> CONSOMMATEURS
> PERSONNES VULNÉRABLES

CONTACT

<https://nouvelle-aquitaine.dreets.gouv.fr/>
> 05 55 12 21 10

INSTITUTION PUBLIQUE

TERRITOIRE D'INTERVENTION
RÉGIONAL

DOMAINE D'INTERVENTION
> SPORT/LOISIRS/
CULTURE

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
> SEXE/GENRE/
ORIENTATION SEXUELLE

TYPES D'INTERVENTION
TOUS TYPES
D'INTERVENTION

PUBLICS VISÉS
> TOUS PUBLICS
> PROFESSIONNELS,
STRUCTURES

CONTACT

> 05 57 95 02 82
> drdfe@nouvelle-aquitaine.gouv.fr

DRDFE

DIRECTION RÉGIONALE AUX DROITS DES FEMMES ET À L'ÉGALITÉ

MISSION

La DRDFE mobilise l'ensemble des directions régionales et départementales des services de l'État et agit en partenariat avec les élus, les institutions, associations et acteurs économiques et sociaux du territoire, selon les trois axes de sa politique publique qui sont :

- > La lutte contre les violences sexistes et sexuelle ;
- > La promotion de l'égalité professionnelle et de l'entrepreneuriat au féminin ;
- > La diffusion d'une culture de l'égalité.

Cette mission est assurée en lien avec les déléguées départementales aux droits des femmes et à l'égalité.

ACTIONS PHARES

- > Coordination des dispositifs de protection et sensibilisation contre les violences faites aux femmes ;
- > Coordination des dispositifs de d'accompagnement des entreprises pour promouvoir l'égalité des chances ;
- > Financement et accompagnement des associations œuvrant pour les droits des femmes ;
- > Suivi et évaluation des actions locales pour l'égalité et conseils aux collectivités.

GENDARMERIE

MISSION

La gendarmerie nationale est une force armée instituée pour veiller à l'exécution des lois, assurer la sécurité publique et l'ordre public, particulièrement dans les zones rurales et périurbaines.

Elle vise tout particulièrement à protéger la population et faire appliquer la loi dans le respect des personnes. Elle a un devoir en matière de lutte contre les discriminations, les violences et les harcèlements, et envers les personnes qui en seraient victimes.

ACTIONS PHARES

> Un référent dans chaque département

Un référent est désigné dans chaque département. Il vient en aide aux victimes et est l'interlocuteur pour les associations LGBTQI+.

> La formation des agents

Le plan national de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations liées à l'origine (2023-2026) prévoit dans son 3^e axe « mieux éduquer et mieux former », la formation de 100% des agents de la fonction publique d'État. A ce titre, la DILCRAH intervient dans la plupart des écoles de gendarmerie pour outiller les gendarmes à la bonne prise en compte de la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT+.

La formation des agents publics est essentielle à la fois pour mieux identifier et poursuivre les actes et les discours de haine et pour mieux accueillir et accompagner les victimes.

L'objectif est de mieux former pour mieux accueillir les victimes, qualifier les plaintes, favoriser les investigations et augmenter le nombre de condamnations.

INSTITUTION PUBLIQUE

TERRITOIRE D'INTERVENTION
NATIONAL

DOMAINE D'INTERVENTION
TOUS LES DOMAINES

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
TOUTES
DISCRIMINATIONS

TYPES D'INTERVENTION
TOUS TYPES
D'INTERVENTION

PUBLICS VISÉS
> GRAND PUBLIC

CONTACT

www.gendarmerie.interieur.gouv.fr/

INSTITUTION PUBLIQUE

TERRITOIRE D'INTERVENTION
NATIONAL

DOMAINE D'INTERVENTION
> ÉDUCATION
> SPORT/LOISIRS/
CULTURE

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
TOUTES
DISCRIMINATIONS

TYPES D'INTERVENTION
> SENSIBILISATION/
INFORMATION

PUBLICS VISÉS
> PROFESSIONNELS :
ACTEURS DE LA
JEUNESSE,
DE L'ÉDUCATION
POPULAIRE ET DE LA
VIE ASSOCIATIVE

CONTACT

<https://injep.fr/>
> 01 70 98 94 07
> contact@injep.fr

INJEP

INSTITUT NATIONAL DE LA JEUNESSE ET DE L'ÉDUCATION POPULAIRE

MISSION

L'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire est chargé d'observer et d'analyser la situation des jeunes et les politiques qui leur sont destinées à tous les niveaux territoriaux, du niveau local au niveau européen. À ce titre, sa mission est de rassembler, synthétiser, diffuser et valoriser les connaissances sur les jeunes, sur les démarches d'éducation populaire et sur la vie associative ainsi que sur les politiques publiques à travers des produits documentaires, des publications et des événements. Ces missions sont assurées en lien avec les services centraux et déconcentrés du ministère chargé de la jeunesse ainsi qu'avec les autres services de l'État intervenant dans les domaines de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative.

ACTIONS PHARES

Information :

Production d'analyses et de données statistiques, pilotage de recherches, d'études ou d'évaluations, de focus, dans le domaine de la prévention et de la lutte contre les discriminations et les inégalités envers les jeunes.

INTERCOMMUNALITÉS ET COMMUNES

MISSION

Les intercommunalités et communes, peuvent, si elles le souhaitent, engager des démarches territorialisées de lutte contre les discriminations en s'appuyant sur leurs compétences propres.

ACTIONS PHARES

Quelques exemples de démarches territoriales

Ville de Pessac

Depuis décembre 2015, la ville de Pessac a développé une mission qui s'est structurée progressivement autour de l'égalité et de la lutte contre les discriminations. En 2017 un diagnostic territorial a été réalisé et a permis de structurer un plan local de prévention et de lutte contre les discriminations qui se décline de la manière suivante :

- > Une intervention en interne auprès des services et agents de la ville et du CCAS (formations, outils, soutien aux projets) ;
- > L'animation d'un réseau d'acteurs impliqués « Pessac s'engage » ;
- > L'accompagnement des usagers victimes de discriminations ;
- > L'inscription d'une démarche durable de promotion de l'égalité et de la lutte contre les discriminations dans le projet éducatif de territoire de la ville de Pessac ;
- > L'accompagnement d'initiatives citoyennes ou associatives ;

> La participation à une dynamique de réseaux extra-pessacais.

La ville de Pessac priorise les discriminations liées aux origines, au genre et à la religion dans sa démarche.



[Pour en savoir plus](#)

Ville de Bordeaux

Dès 2009, Bordeaux fut l'une des premières villes à signer une convention avec la Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Égalité (HALDE), qui sera reprise par le Défenseur des Droits en 2015 au moment de sa création. Le premier plan de lutte contre les discriminations de la Ville a été voté en juin 2017 et a permis de poser les bases de l'engagement municipal dans ce domaine.

Une nouvelle stratégie quinquennale de lutte contre les discriminations a été élaborée en 2021. Le plan se décline autour de quatre axes prioritaires :

- > Axe 1 : développer une culture de l'égalité et de lutte contre les discriminations ;
- > Axe 2 : tendre vers l'exemplarité de la ville de Bordeaux employeur ;
- > Axe 3 : prévenir et lutter contre les discriminations dans toutes les politiques publiques municipales ;
- > Axe 4 : soutenir les victimes de

INSTITUTION PUBLIQUE

TERRITOIRE D'INTERVENTION
LOCAL

DOMAINE D'INTERVENTION
TOUS LES DOMAINES

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
TOUTES
DISCRIMINATIONS

TYPES D'INTERVENTION
TOUS TYPES
D'INTERVENTION

PUBLICS VISÉS
> TOUS PUBLICS
> ASSOCIATIONS
> ENTREPRISES
> ÉLUS ET AGENTS DE
LA COLLECTIVITÉ

discriminations.

Ce plan est complémentaire des plans d'actions et feuilles de route de la municipalité. Certains de ces plans ont en effet déjà vocation à répondre aux besoins de publics particulièrement discriminés (Bordeaux Terre de solidarités, Plan handicap de la ville de Bordeaux, Contrat de ville...).

A noter l'existence d'un réseau d'accès aux droits pour les personnes victimes de discriminations. Le réseau bordelais ELUCID permet à toute personne, potentiellement victime de discrimination, d'être redirigée selon sa demande et ses besoins vers un des partenaires dédiés du réseau (première permanence gratuite auprès d'un avocat du Barreau de Bordeaux, délégué du Défenseur des droits, associations thématiques...).



[Pour en savoir plus](#)

Communauté d'agglomération de Pau Béarn Pyrénées et commune de Pau

C'est à partir de 2018 que l'agglomération de Pau a décidé d'impulser une démarche de lutte contre les discriminations en commençant dans un premier temps par la coordination du réseau local pour l'égalité femmes-hommes. Il a été décidé par la suite d'élargir l'éventail d'actions en prenant en compte d'autres discriminations importantes.

Des événements annuels ont ainsi été organisés, tels que "Mars Attaque" le mois de la lutte contre les discriminations à Pau, et la semaine du 25 novembre, consacrée à la lutte contre les violences intra-familiales, avant même qu'une politique sur le sujet ne soit véritablement structurée.

En 2020, une délégation aux droits des femmes et aux discriminations est créée au sein de la ville de Pau avec une équipe dédiée pour mieux travailler avec les associations et mieux coordonner le réseau local d'acteurs.

En 2021, la municipalité décide de structurer une véritable

politique pour renforcer son intervention en matière de prévention et de lutte contre les discriminations avec un plan d'actions ayant pour socle un diagnostic sur le ressenti et le vécu des discriminations des Palois, réalisé en 2019 par Aresvi (Association de Recherche et d'Étude sur la Santé, la Ville et les Inégalités).



[Pour en savoir plus](#)

Communauté d'agglomération du Grand Périgueux

Lors de l'élaboration du contrat de ville 2014-2020, la lutte contre les discriminations constituait une thématique transversale et devait faire l'objet d'un plan annexé au contrat (loi Lamy). Les premières réflexions locales démarrent et se concrétisent par différentes actions: une journée interprofessionnelle organisée en 2014, une formation en interne (Grand Périgueux) en 2015 et la réalisation d'un diagnostic en 2016. Un plan territorial de prévention et de lutte contre les discriminations est formalisé en 2018 et se décline en quatre axes prioritaires : l'emploi/formation, le logement public et privé, l'accès au droit des victimes et la stratégie interne.

A titre d'exemple, dès 2017, le Grand Périgueux a déployé des formations sur les discriminations auprès d'entreprises et des intermédiaires de l'emploi (Agences d'interim...). En matière de logement, l'agglomération a organisé un testing à visée pédagogique pour sensibiliser les agences et les propriétaires sur les risques encourus. Enfin, le Grand Périgueux anime le réseau de vigilance pour l'égalité de traitement et la non discrimination. L'animation de ce réseau s'appuie notamment sur l'organisation de temps forts et sur des référents de proximité en capacité d'accueillir et d'orienter les victimes de discriminations vers le bon interlocuteur. Ces référents ont bénéficié de plusieurs cycles de formation depuis 2018.



[Pour en savoir plus](#)

PÔLE ANTI-DISCRIMINATIONS

MISSION

Depuis 2017, des pôles anti-discriminations existent au sein de chaque parquet, afin de favoriser l'accès à la justice des victimes de discriminations et améliorer la qualité de la réponse pénale.

Ces pôles sont animés par un magistrat référent qui a pour responsabilité de sensibiliser sur le terrain, de conduire la politique pénale et d'animer un réseau local d'acteurs de lutte contre les discriminations. Il s'appuie pour cela sur un délégué du procureur de la République spécialisé.

Le pôle anti-discriminations assure les missions suivantes :

- > Cellule de veille : recueil des informations, difficultés rencontrées et réponses apportées ;
- > Identification des situations de discriminations et accompagnement des victimes ;
- > Actions ciblées comme la mise en place de permanences d'accès aux droits ;
- > Pôle de compétences : élaboration de formations communes afin de promouvoir des enquêtes de qualité, à destination des officiers de police judiciaires et des inspecteurs du travail.

ACTIONS PHARES



Un document type pour favoriser le signalement

Le pôle anti-discriminations de Dax (40) a élaboré un document type permettant aux personnes de signaler des faits susceptibles de constituer une discrimination.

INSTITUTION PUBLIQUE

TERRITOIRE D'INTERVENTION LOCAL

DOMAINE D'INTERVENTION TOUS LES DOMAINES

DISCRIMINATIONS TRAITÉES TOUTES DISCRIMINATIONS

TYPES D'INTERVENTION TOUTS TYPES D'INTERVENTION

PUBLICS VISÉS > TOUTS PUBLICS

CONTACT

> Contactez le Tribunal judiciaire de votre territoire.

INSTITUTION PUBLIQUE

TERRITOIRE D'INTERVENTION
NATIONAL

DOMAINE D'INTERVENTION
> TOUS LES DOMAINES

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
TOUTES
DISCRIMINATIONS

TYPES D'INTERVENTION
> SENSIBILISATION/
INFORMATION

PUBLICS VISÉS
> GRAND PUBLIC
> PROFESSIONNELS,
STRUCTURES

POLICE

MISSION

Les principales missions sont de maintenir l'ordre et de garantir les libertés et la sécurité des Français. La police nationale est mobilisée contre toutes formes de discriminations, notamment celles liées à l'orientation sexuelle et au genre.

ACTIONS PHARES

> Un référent dans chaque département

Dans le cadre du plan national d'actions pour l'égalité des droits contre la haine et les discriminations anti-LGBTQI+, un référent est désigné dans chaque département par la direction centrale de la sécurité publique. Il vient en aide aux victimes et est l'interlocuteur pour les associations LGBTQI+. Il est relayé dans chaque circonscription par un référent LGBTQI+.

> La formation des agents

Le plan national de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations liées à l'origine prévoit dans son 3e axe « mieux éduquer et mieux former », la formation de 100% des agents de la fonction publique d'État. A ce titre, la DILCRAH intervient dans la plupart des écoles de police pour outiller les policiers à la bonne prise en compte de la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT+.

La formation des agents publics est essentielle à la fois pour mieux identifier et poursuivre les actes et les discours de haine et pour mieux accueillir et accompagner les victimes.

L'objectif est de mieux former pour mieux accueillir les victimes, qualifier les plaintes, favoriser les investigations et augmenter le nombre de condamnations.

PQN-A

PAYS ET QUARTIERS DE NOUVELLE-AQUITAINE

MISSION

Créé en 2002 par l'État et la Région, Pays et Quartiers de Nouvelle-Aquitaine (PQN-A) est le centre de ressources sur le développement territorial et la politique de la ville. Il œuvre pour tous les territoires avec une attention particulière en direction des territoires les plus vulnérables.

ACTIONS PHARES

> Sensibilisation, formation

- Réalisation d'un cycle de qualification sur la prévention et

la lutte contre les discriminations intitulé "Agir contre les discriminations dans les territoires" comprenant l'organisation de trois web-conférences et d'une rencontre régionale sur la thématique (en 2024)

- Production d'articles et d'analyses

> Information

- Veille et capitalisation de bonnes pratiques.
- Réalisation d'un panorama des acteurs de prévention et de lutte contre les discriminations de Nouvelle-Aquitaine (en 2024).

INSTITUTION PUBLIQUE

TERRITOIRE D'INTERVENTION RÉGIONAL

DOMAINE D'INTERVENTION TOUS LES DOMAINES

DISCRIMINATIONS TRAITÉES TOUTES DISCRIMINATIONS

TYPES D'INTERVENTION
> SENSIBILISATION/
INFORMATION
> FORMATION
> CHANGEMENT
DES PRATIQUES

PUBLICS VISÉS
> AGENTS PUBLICS

CONTACT

<https://pqn-a.fr/fr>
> 05 56 90 81 00
> 87 quai de Queyries,
33100 Bordeaux
> contact@pqn-a.fr

INSTITUTION PUBLIQUE

TERRITOIRE D'INTERVENTION
DÉPARTEMENTAL

DOMAINE D'INTERVENTION
TOUS LES DOMAINES

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
TOUTES
DISCRIMINATIONS

TYPES D'INTERVENTION
> STRATÉGIE LOCALE
ET COORDINATION
> INFORMATION ET
SENSIBILISATION

PUBLICS VISÉS
> TOUS PUBLICS
> ACTEURS
ASSOCIATIFS

PRÉFECTURE DE DÉPARTEMENT

MISSION

Six missions essentielles sont dévolues aux préfetures de département :

- > La représentation de l'État et la communication ;
- > La sécurité des personnes et des biens ;
- > Le service au public et la délivrance des titres ;
- > Le respect de la légalité et de l'État de droit ;
- > L'intégration sociale et professionnelle ainsi que la lutte contre les exclusions ;
- > L'administration du territoire et le développement économique.

Dans chaque département, les préfetures assurent la bonne déclinaison des actions à l'échelle départementale en matière de lutte contre les discriminations. Elles animent le comité opérationnel de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT+ et les discriminations liées à l'origine (CORAHHD).

Co-présidé par le préfet de département et le procureur de la République, le CORAHHD est un lieu privilégié de dialogue

entre l'État, ses différents services et les acteurs de terrain, pour décliner et adapter localement les deux plans nationaux piloté par la DILCRAH..

Concrètement, le CORAHHD a pour missions de :

- > Veiller à l'application des deux plans nationaux en matière de lutte contre le racisme, l'antisémitisme, les discriminations liées à l'origine et la haine anti-LGBT ;
- > Définir les actions de prévention qui en découlent ;
- > Arrêter un plan d'action adapté aux caractéristiques du département ;
- > Présentation du recensement des faits racistes, antisémites et LGBTphobes (nombres d'actes, de plaintes, suites données, nombre de condamnations) ;
- > Suivre la programmation de l'appel à projets local ;
- > Dresser un bilan annuel des actions mises en œuvre.

ACTIONS PHARES

L'Appel à projet local « Pour la fraternité, contre le racisme et l'antisémitisme, contre la haine anti-LGBT+ » Annuellement, les CORAHHD pilotent un appel

à projet qui permet de soutenir des actions de prévention, de formation, d'éducation et d'aide aux victimes, ainsi que des actions relatives à la communication et à l'organisation d'événements en lien avec la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT+.

Il s'adresse notamment aux associations et établissements scolaires et supérieurs.

L'appel à projet Politique de la ville

Pour améliorer la vie des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville, l'État départemental accompagne chaque année des opérateurs locaux dans le cadre des priorités fixées dans les contrats « Engagement quartiers 2030 ». Certaines de ces initiatives peuvent relever de la lutte contre les discriminations.

PROCTEUR DE LA RÉPUBLIQUE

MISSION

Le procureur de la République est un magistrat qui représente le ministère public au sein d'un tribunal judiciaire. D'une manière générale, il est chargé de mettre en œuvre l'action publique et de représenter les intérêts de la société. Il met en œuvre la politique pénale définie par le ministre de la justice, précisées et, le cas échéant, adaptées au contexte local par le procureur général. Le procureur de la République procède ou fait procéder à tous les actes nécessaires à la recherche et à la poursuite des infractions à la loi pénale (Code pénal, article 41).

En matière de discriminations, le procureur reçoit les plaintes des personnes qui s'estiment être victimes d'une discrimination et qui souhaitent engager la responsabilité pénale du ou des auteurs

présumés.

Par ailleurs, le procureur peut être saisi par différents acteurs, associatifs, publics, ou encore décider de sa propre initiative de poursuivre.

Une fois saisi, le procureur de la République décide des suites à donner à la procédure : classement sans suite, mesures alternatives aux poursuites (rappel à la loi, travaux d'intérêt général, etc.) ou poursuites au tribunal. Il détermine alors la juridiction compétente et s'assure de l'exécution de la décision du juge.

Le procureur de la République co-préside, avec le Préfet de département, le Comité Opérationnel de lutte contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Haine anti-LGBT+ et les Discriminations liées à l'origine (CORAHAD).

ACTIONS PHARES

Exemple sur le Grand Périgueux

Le procureur de la République de Périgueux a signé le

Plan territorial de prévention et de lutte contre les discriminations 2018-2023. En 2023, il a participé en tant qu'intervenant à la formation des référents du réseau de vigilance pour l'égalité de traitement et la non discrimination.

INSTITUTION PUBLIQUE

TERRITOIRE D'INTERVENTION NATIONAL

DOMAINE D'INTERVENTION TOUS LES DOMAINES

DISCRIMINATIONS TRAITÉES TOUTES DISCRIMINATIONS

TYPES D'INTERVENTION TOUS TYPES D'INTERVENTION

PUBLICS VISÉS > TOUS PUBLICS

CONTACT

www.annuaires.justice.gouv.fr/annuaires-12162/annuaire-des-tribunaux-judiciaires-21768.html

INSTITUTION PUBLIQUE

TERRITOIRE D'INTERVENTION
NATIONAL

DOMAINE D'INTERVENTION
TOUS LES DOMAINES

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
TOUTES
DISCRIMINATIONS

TYPES D'INTERVENTION
> SENSIBILISATION/
INFORMATION
> ACCOMPAGNEMENT
DES VICTIMES

PUBLICS VISÉS
> TOUS PUBLICS
> ASSOCIATIONS
> ÉLUS ET AGENTS DE
LA COLLECTIVITÉ

CONTACT

Service Egalité Vie
Associative Solidarités
(EVAS)

> 05 57 57 80 00

> vie.associative@

nouvelle-aquitaine.fr

> solidarites@nouvelle-

aquitaine.fr

RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE

MISSION

Le service EVAS au sein de la Région Nouvelle-Aquitaine met en œuvre deux politiques régionales : la structuration de la vie associative et la lutte contre les discriminations et l'Égalité.

Au travers du plan d'action « Réaliser l'Égalité en Nouvelle-Aquitaine », adopté en 2018, la Région matérialise sa volonté de passer de l'égalité de droit à l'égalité de fait, que ce soit pour son propre fonctionnement, comme dans chacun des quatre piliers de l'action régionale : l'emploi, la jeunesse, l'aménagement du territoire, l'environnement.

La Région fait le choix de cibler dans son plan d'action quatre discriminations prioritaires mais non exhaustives : le genre, l'orientation sexuelle, l'origine et le handicap.

Autour de ces priorités, le plan d'action est organisé en trois axes :

- > Faire de l'institution régionale une collectivité exemplaire ;
- > Travailler en partenariat avec les acteurs du territoire pour répondre au mieux aux besoins de la population ;
- > Renforcer la prise en compte des enjeux d'égalité dans les politiques régionales notamment à travers les quatre piliers de l'action régionale.

ACTIONS PHARES

La Région porte le **plan d'action Réaliser l'Égalité en Nouvelle-Aquitaine 2018 - 2025** qui se déploie par

l'intermédiaire des référent.es Égalité présents dans les directions opérationnelles de la Région. Coordonné par le service EVAS, ce travail transversal s'effectue aussi avec des partenaires dont les services de l'Etat (Direction Régionale aux Droits des Femmes et à l'Égalité - DRDFE), le Conseil Économique, Social et Environnemental (CESER) de Nouvelle-Aquitaine ou l'Observatoire régional de l'égalité professionnelle femmes-hommes porté par CAP Métiers.

La Région dispose d'un règlement d'intervention dédié pour soutenir les actions et les projets en lien avec la promotion de l'égalité Femme/Homme, la lutte contre les discriminations et les violences sexistes et sexuelles.

Ce règlement se met en œuvre à travers deux dispositifs : **Programme annuel de promotion de l'égalité femmes-hommes, de lutte contre les discriminations et de lutte contre les violences sexistes et sexuelles** et Initiative ponctuelle « **Non aux discriminations et aux violences sexistes et sexuelles en Nouvelle-Aquitaine** ».

En lien avec ce règlement, la Région en 2024 et pour la première fois a lancé un appel à projets de « Lutte contre la précarité menstruelle en Nouvelle-Aquitaine ». Cette action de lutte contre les discriminations de genre a été réalisée en partenariat avec l'Etat (Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités - DREETS).



LES
**OPÉRATEURS
PRIVÉS**

DE LA LUTTE CONTRE
LES DISCRIMINATIONS



ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
DÉPARTEMENTAL

DOMAINE D'INTERVENTION
> EMPLOI / FORMATION
/ INSERTION
> SOCIAL
> DROIT

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
> ORIGINE
> IDENTITÉ/ÉTAT
CIVIL/SITUATION
SOCIO-ÉCONOMIQUE
> OPINIONS /
CROYANCES /
HABITUDES DE VIE

TYPES D'INTERVENTION
> ACCOMPAGNEMENT
DES VICTIMES
> SENSIBILISATION/
INFORMATION

PUBLICS VISÉS
> FAMILLES DE GENS
DU VOYAGE

CONTACT

[https://adapgv86.
centres-sociaux.fr](https://adapgv86.centres-sociaux.fr)

> 05.49.01.09.60

> [accueil@adapgv-csc86.
org](mailto:accueil@adapgv-csc86.org)

ADAPGV 86

ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE POUR L'ACCUEIL ET LA PROMOTION DES GENS DU VOYAGE DE LA VIENNE

MISSION

L'Association pour l'Accueil et la Promotion des Gens du Voyage (ADAPGV) a été créée en 1992 pour prendre en compte la situation des gens du voyage et pour améliorer les conditions d'accueil et la bonne intégration des communautés voyageuses dans la vie sociale de tous.

ACTIONS PHARES

> **Accueillir** le public général et les gens du voyage (physique et téléphonique);

> **Permettre aux familles de recevoir leurs courriers** conformément à la législation en vigueur ;

> **Gérer le service postal** : assurer les permanences, mettre en application les règlements intérieurs...

> **Garantir l'accès aux droits** :

- Orienter les familles vers les services compétents en interne comme en externe ;
- Aider le public dans la lecture et la compréhension du courrier ;
- Accompagner le public au travers l'explication et/ou l'instruction des formulaires administratifs, des prises de contact avec des administrations... tout en veillant à ce qu'ils deviennent autonomes ;
- Accompagner au mieux les familles dans le cadre de la dématérialisation.

ADAV 33

ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE LES AMIS DES VOYAGEURS DE LA GIRONDE

MISSION

L'ADAV 33 s'adresse aux gens du voyage de la Gironde, vivant régulièrement, ou y séjournant de façon plus ponctuelle ; qu'ils soient voyageurs, semi-sédentaires, en voie de sédentarisation ou sédentarisés. L'association promeut dans son action : le respect des identités, le vivre-ensemble, la lutte contre les discriminations.

ACTIONS PHARES

> **Accès au droit et domiciliation** : accompagnement dans l'accès aux droits, notamment à la domiciliation ;

> **Emploi, entreprise et formation** : accompagnement à la création d'entreprise ; l'accès à l'emploi et la mise en place de formations adaptées ;

> **Habitat** : interventions selon différents axes :

- les stationnements précaires,
- les aires d'accueil,
- les prêts caravane (CAF33),
- les terrains familiaux,
- l'accès ou le maintien dans un logement,
- l'accession à la propriété,
- les Maîtrises d'Œuvre Urbaine et Sociale (MOUS),
- les sous-locations,
- l'accompagnement social lié au logement.

> **Enfance et jeunesse** : actions permettant l'égalité des chances et favorisant l'accès à tous aux dispositifs de droit commun ;

> **Développement local social** : diagnostics et projets partagés concernant l'installation d'aires d'accueil, la mise en place des projets sociaux et éducatifs ;

> **Santé** : approche globale de prévention sanitaire et sociale ;

> **Citoyenneté** : actions favorisant l'accès à la citoyenneté (sensibilisation au droit de vote, démarches administratives individuelles).

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
DÉPARTEMENTAL

DOMAINE D'INTERVENTION
> SOCIAL / DROIT

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
> ORIGINE

> IDENTITÉ/ÉTAT
CIVIL/SITUATION
SOCIO-ÉCONOMIQUE

> OPINIONS /
CROYANCES /
HABITUDES DE VIE

TYPES D'INTERVENTION
> ACCOMPAGNEMENT
DES VICTIMES

> SENSIBILISATION/
INFORMATION

PUBLICS VISÉS
> GENS DU VOYAGE,
> PARTENAIRES
INSTITUTIONNELS

CONTACT

www.adav33.fr

> Talence : 05 56 04 13 75
> Libourne : 05 57 55 04 95
> Sud-Gironde :
05 56 76 26 30

adav33.langon@wanadoo.fr
centresocial.sudgironde@adav-33.fr

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
NATIONAL

DOMAINE D'INTERVENTION
> EMPLOI / INSERTION
FORMATION
.....
> DROIT

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
> IDENTITÉ/ÉTAT
CIVIL/SITUATION
SOCIO-ÉCONOMIQUE

TYPES D'INTERVENTION
TOUS TYPES
D'INTERVENTION

PUBLICS VISÉS
> PERSONNES
SOUHAITANT ENTRE-
PRENDRE ET MONTER
UNE ENTREPRISE

CONTACT

www.adie.org
> Antenne de Bordeaux :
+33 9 69 32 81 10
> [nouvelle-aquitaine@
adie.org](mailto:nouvelle-aquitaine@adie.org)

ADIE

ASSOCIATION POUR LE DROIT À L'INITIATIVE ÉCONOMIQUE

MISSION

L'Adie est l'association solidaire qui défend l'idée que chacun, même sans capital, même sans diplôme, peut devenir entrepreneur s'il a accès au crédit et à un accompagnement professionnel, personnalisé, fondé sur la confiance, la solidarité et la responsabilité.

ACTIONS PHARES

> **Financement** de tout type d'activité professionnelle jusqu'à 12 000 € ;

> **Suivi personnalisé** et gratuit pour chaque projet avec des spécialistes ;

> **Lutte contre les freins et les stéréotypes**, pour que toute personne qui le souhaite puisse devenir entrepreneur.

AFEV

ASSOCIATION DE LA FONDATION ÉTUDIANTE POUR LA VILLE

MISSION

L'Afev, c'est une association nationale qui agit depuis 1992 contre les inégalités éducatives et la création de liens solidaires entre campus et quartiers populaires.

En Nouvelle-Aquitaine, l'AFEV intervient à Bordeaux, La Rochelle, Limoges et Poitiers.

ACTIONS PHARES

> **Mentorat** : des étudiant-es bénévoles consacrent chaque semaine deux heures de leur temps pour accompagner un-e enfant ou un-e adolescent en difficulté dans son parcours éducatif ;

> **Mentorat à distance** pour tous les territoires de la région ;

> **Colocations à projet solidaire** : Les Colocations à Projets Solidaires Kaps permettent à des jeunes de moins de 30 ans de vivre dans une colocation à loyer modéré au cœur d'un quartier populaire. Avec leurs colocataires, ils s'engagent à y mener des projets collectifs pensés pour favoriser la rencontre entre les habitant-es et qui permettent de renforcer le lien social ;

> **Apprentis solidaires** : Pendant six mois, les jeunes « Apprentis Solidaires » s'engagent à l'Afev (principalement sous la forme d'un Service Civique) et suivent un parcours qui intègre des missions solidaires, des formations et des découvertes de métiers sous la forme d'immersions en entreprises, de visites de CFA...

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
NATIONAL/RÉGIONAL

DOMAINE D'INTERVENTION
> ÉDUCATION

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
> ORIGINE
> IDENTITÉ/ÉTAT
CIVIL/SITUATION
SOCIO-ÉCONOMIQUE

TYPES D'INTERVENTION
TOUS TYPES
D'INTERVENTION

PUBLICS VISÉS
> HABITANTS ET
PARTICULIÈREMENT
JEUNES DES QUAR-
TIERS PRIORITAIRES
DE LA POLITIQUE DE
LA VILLE

CONTACT

<https://afev.org/>
> bordeaux@afev.org
> 05 56 32 94 67

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
INTERNATIONAL
NATIONAL
RÉGIONAL
DÉPARTEMENTAL

DOMAINE D'INTERVENTION
> **SANTÉ**

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
> **SANTÉ / PHYSIQUE**
> **SEXE / GENRE /**
ORIENTATION
SEXUELLE

TYPES D'INTERVENTION
> **ACCOMPAGNEMENT**
DES VICTIMES
> **SENSIBILISATION /**
INFORMATION

PUBLICS VISÉS
> **PUBLICS**
SUSCEPTIBLES DE
CONTRACTER LE SIDA,
PUBLICS ATTEINT
DU VIRUS DU VIH OU
D'HÉPATITES VIRALES

CONTACT

www.aides.org
> gironde@aides.org

AIDES

MISSION

L'association AIDES a pour mission de :

- > **Lutter contre le sida et les hépatites virales ;**
- > **Lutter contre les discriminations subies par les personnes atteintes du virus et les publics plus susceptibles de le contracter**

ACTIONS PHARES

L'association AIDES dispose d'un réseau de sept lieux d'accueil en Nouvelle-Aquitaine dans les villes de Bordeaux, Angoulême, La Rochelle, Limoges, Niort, Pau, Poitiers.

> **Seronet** est une communauté virtuelle francophone de débats, de soutien et de rencontre, destinée aux personnes séropositives au VIH et aux personnes porteuses d'une hépatite virale mais aussi à leurs proches ou à tous ceux qui les soutiennent.

> **Remaides** est un journal français disponible en format papier destiné aux personnes vivant avec le VIH et les hépatites virales.

ALIFS

ASSOCIATION DU LIEN INTERCULTUREL FAMILIAL ET SOCIAL

MISSION

L'association Alifs a pour objectif de lutter contre les exclusions des migrants et de favoriser l'intégration par l'accès au droit, à la citoyenneté et à la culture. Elle développe de nombreuses actions, avec une priorité pour des animations culturelles et des activités artistiques.

ACTIONS PHARES

> **Accompagnement administratif et juridique** : interprétariat, écrivain public, consultation juridique et suivi global de la personne ;

> **Organisation des actions de médiation, d'insertion et d'intégration** dirigées vers les hommes et les femmes, les mères, les pères ;

> **Création et animation d'expositions interactives autour des thèmes qui touchent la citoyenneté** : les figures de l'autorité, journées ordinaires d'un enfant incivil, le respect, questions de justice, droits de l'enfant, les mineurs et les associations...

> **Animation d'ateliers autour des thèmes de lutte contre les discriminations** : lois antiracistes, lutte contre les discriminations, la différence, le respect...

> **Ateliers de pratiques artistiques** : théâtre, conte, poésie, calligraphie, art plastique, architecture, musique ;

> **Organisation de spectacles** : conte, musique, théâtre...

> **Participation à diverses animations culturelles** : Printemps des poètes, cultures du monde/nuit de l'écrit, semaine de la langue française, semaine de lutte contre le racisme, quinzaine interculturelle, fêtes de quartiers...

> **Recherche et développement** : image et mémoire des étrangers et des français issus de l'immigration maghrébine.

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
EX-AQUITAINE

DOMAINE D'INTERVENTION
> DROIT
> SPORT / LOISIRS /
CULTURE

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
> ORIGINE

TYPES D'INTERVENTION
> ACCOMPAGNEMENT
DES VICTIMES
> SENSIBILISATION/
INFORMATION
> FORMATION

PUBLICS VISÉS
> PUBLICS IMMIGRÉS

CONTACT

> 05 56 01 01 28
> culture@alifs.fr

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
RÉGIONAL
DÉPARTEMENTAL
LOCAL

DOMAINE D'INTERVENTION

> ÉDUCATION

> DROIT

> SANTÉ

> SOCIAL

> SPORT/LOISIRS/
CULTURE

DISCRIMINATIONS TRAITÉES

> SANTÉ / PHYSIQUE

> SEXE/GENRE /
ORIENTATION SEXUELLE

TYPES D'INTERVENTION

> ACCOMPAGNEMENT
DES VICTIMES

> SENSIBILISATION/
INFORMATION

PUBLICS VISÉS

> PERSONNES TRANS
ET NON-BINAIRES,
LEUR ENTOURAGE
> LES PROFESSION-
NEL.LES

ANCRES

ASSOCIATION ADELPHES NON-CISGENRES :
RENCONTRE, ENTRAIDE ET SOUTIEN

MISSION

Fondée en 2021, ANCRES est une association pensée et propulsée par des personnes trans, pour des personnes trans et/ou non-binaires. C'est un espace de partage et de support intra-communautaire, pour les personnes trans mais aussi pour leurs proches. C'est un lieu d'échanges, de parole et de solidarité.

ACTIONS PHARES

> **Permanences mensuelles de soutien administratif** lié aux démarches de changement d'état civil, et de partage d'expérience entre pairs ; Ateliers d'initiation à l'auto-injection et de réduction des risques (RDR) dans le but de favoriser l'autonomie des personnes dans l'administration de leurs traitements hormonaux ; Accompagnement individuel dans les démarches liées au parcours de transition ; Permanences ponctuelles à destination des proches de personnes trans (parents, famille, partenaire, etc).

> **Interventions de sensibilisation** auprès de professionnel.les et de structures de santé, du médico-social, socio-culturelles, etc.

> **Organisation d'événements ponctuels**, souvent festifs ou conviviaux, dans le but de créer des espaces de rencontres et de partage.

CONTACT

[www.helloasso.com/
associations/ancres](http://www.helloasso.com/associations/ancres)
ancresassociation.org

> contact.ancres@gmail.com

APF FRANCE HANDICAP

MISSION

Depuis 90 ans, APF France handicap agit pour la défense des droits des personnes handicapées et de leurs familles, contre les discriminations dont elles sont victimes. L'association les accompagne aussi au quotidien dans tous les domaines de la vie (accessibilité, éducation, emploi, santé...), partout en France.

ACTIONS PHARES

> **Combattre les inégalités et les injustices ;**

> **Accompagner au quotidien les personnes**

en situation de handicap et leurs familles :

- Échanges et entraides
- Activités et sorties
- Moments conviviaux

> **Agir contre l'isolement des personnes en situation de handicap :**

- Groupes de soutien
- Activités, sorties et atelier
- Bus solidaires

> **Faire changer le regard sur le handicap :**

- Sensibilisation scolaire
- Ateliers théâtre
- Festival humour et handicap

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
NATIONAL

DOMAINE D'INTERVENTION
TOUS LES DOMAINES

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
> **SANTÉ/PHYSIQUE**

TYPES D'INTERVENTION
> **ACCOMPAGNEMENT
DES VICTIMES**

> **SENSIBILISATION/
INFORMATION**

> **CHANGEMENT DES
PRATIQUES**

PUBLICS VISÉS
> **PERSONNES EN SI-
TUATION DE HANDICAP**
> **PUBLICS SCOLAIRES
VALIDES**

CONTACT

www.apf-francehandicap.org

> 0557222890

> dr.aquitaine@apf.asso.fr

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
NATIONAL

DOMAINE D'INTERVENTION
TOUS LES DOMAINES

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
TOUTES
DISCRIMINATIONS

TYPES D'INTERVENTION
> SENSIBILISATION/
INFORMATION
> FORMATION

PUBLICS VISÉS
> DÉCIDEURS PUBLICS
> GRAND PUBLIC

CONTACT

<https://aresvi.fr/>
> associationderecherches.aresvi@gmail.com

ARESVI

ASSOCIATION DE RECHERCHE ET D'ETUDE SUR LA SANTÉ, LA VILLE ET LES INÉGALITÉS

MISSION

Association de recherche fondée en 2014, ARESVI a pour but de diffuser les savoirs en sciences humaines et sociales et animer la recherche autour de la santé, de la ville, des inégalités et des discriminations. ARESVI pilote des enquêtes territoriales sur les expériences et le sentiment de discrimination (par exemple, Pau, 2022 ; Seine-Saint-Denis, 2023 ; Rennes, 2019, 2024 ; entre autres). ARESVI mène également des enquêtes sur les sujets de la monoparentalité, le fait d'être sans chez soi, les LGBTIphobies ou encore les femmes et les déplacements. ARESVI accompagne les territoires dans la mise en place des plans territoriaux de lutte contre les discriminations et des actions de sensibilisation et de prévention des discriminations.

ARESVI anime également des conférences et des formations sur ses sujets de recherche : les discriminations, les violences sexistes et sexuelles ainsi que les violences conjugales, les LGBTIQphobies, etc.

ACTIONS PHARES

ARESVI publie la revue « **Les cahiers de la LCD - Lutte Contre les Discriminations** », une interface académique

autour de la lutte contre les discriminations. ARESVI élabore et produit des enquêtes, des évaluations, des formations et des diagnostics sur ses sujets de recherche.*

Consultez les publications sur



> <https://shs.cairn.info/revue-cahiers-de-la-lcd-lutte-contre-les-discriminations?lang=fr>



> <https://www.editions-harmattan.fr/catalogue/revue/les-cahiers-de-la-lcd/20>

ARESVI a également publié **deux ouvrages concernant les discriminations dans la ville** :

> Alessandrin, A., Dagorn, J., *Discriminations dans la ville, Sexismes, racismes et LGBTPhobies dans l'espace public*, Double Ponctuation, 2023.

> Alessandrin, A., Dagorn, J. (dir.), *Le rôle de la ville dans la lutte contre les discriminations*, Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 2020.

ARML N-A

ASSOCIATION RÉGIONALE DES MISSIONS LOCALES DE NOUVELLE-AQUITAINE

MISSION

L'Association Régionale des Missions Locales de Nouvelle-Aquitaine (ARML N-A) a pour objectif l'animation du réseau régional des 43 missions locales du territoire. Ses missions:

- > Représentation et contribution à l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques en faveur des jeunes ;
- > Échange de pratiques, capitalisation, appui au montage de projets, développement des compétences et professionnalisation des salariés ;
- > Animation des partenariats, observatoire des jeunes et du territoire.

ACTIONS PHARES

Les missions locales sont engagées au niveau national pour lutter de façon systémique contre les discriminations avec une charte d'engagement

national des Missions Locales.

Cet engagement se traduit concrètement de la façon suivante :

- > L'égalité de traitement et l'accès au droit
- > Formation des professionnels
- > Modules à destination des entreprises
- > Ateliers participatifs à destination des jeunes

La mission locale des Graves a mis en œuvre un projet "Ouvre la voie, portraits décalés" dans

le but de produire un CLIP sur le thème de la lutte contre les discriminations. Il a été réalisé par un groupe de jeunes de la mission locale des Graves, avec "les arts au mur" l'artothèque de Pessac et l'Artiste Julie CHAFFORT et le soutien du département de Gironde.

Un projet porté par l'idée forte que des actes discriminatoires distillés insidieusement dans la vie quotidienne, empoisonnent.

Le clip « ETINCELLES » a été créé en 2023 en ateliers, construit à partir des témoignages et perceptions des jeunes, puis d'écriture de textes chantés, rappés et déclamés. La musique est la création d'Amir un des jeunes. Le son a été enregistré au studio des Beaux-Arts de Bordeaux, le tournage des images a eu lieu « hors les murs » (Blaye, Lacanau). L'Artiste vidéaste Julie CHAFFORT a mené le groupe vers cette construction artistique sensible, au message fort et émouvant.

Le lancement officiel sous forme de vernissage a lieu le mi-juin 2023 en soirée à l'auditorium de la médiathèque Jean Vautrin de Gradignan.

La deuxième phase du projet (soutenu financièrement par la DILCRAH) est en cours de déploiement à partir de 2024 (et vient d'obtenir une réponse favorable via l'AAP DILCRAH).

Ce clip sert désormais de support pour animer des ateliers de sensibilisation de lutte contre les discriminations auprès des jeunes, de professionnels, d'élus du territoire des Graves...

Pour voir le CLIP.



ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
RÉGIONAL

DOMAINE D'INTERVENTION
TOUS LES DOMAINES

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
TOUTES
DISCRIMINATIONS

TYPES D'INTERVENTION
> SENSIBILISATION/
INFORMATION
> FORMATION
> CHANGEMENT
DES PRATIQUES

PUBLICS VISÉS
> LES PARTENAIRES
> LES ENTREPRISES
> LES JEUNES
> LES PROFESSIONNELS DE MISSIONS
LOCALES DE LA
NOUVELLE-AQUITAINE

CONTACT

<https://arml-na.fr/>

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
NATIONAL/LOCAL

DOMAINE D'INTERVENTION
> LOGEMENT

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
> SEXE/GENRE/
ORIENTATION SEXUELLE

TYPES D'INTERVENTION
TOUS TYPES
D'INTERVENTION

PUBLICS VISÉS
> JEUNES LGBT
VICTIMES DE
VIOLENCES
INTRAFAMILIALES
> ÉTABLISSEMENTS
SCOLAIRES

CONTACT

<https://le-refuge.org/>
> bordeaux@le-refuge.org

ASSOCIATION NATIONALE LE REFUGE

MISSION

La Fondation Le Refuge héberge et accompagne les jeunes LGBT+ victimes de violences intrafamiliales, rejetés par leurs parents, chassés du domicile en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre.

ACTIONS PHARES

> Formation, conseil et sensibilisation

Dans tout l'hexagone, nos bénévoles interviennent régulièrement au sein d'établissements scolaires du secondaire, à la demande des principaux et proviseurs, pour sensibiliser les élèves à la lutte contre les discriminations.

> La Ligne d'écoute du Refuge

La Fondation Le Refuge opère 7 jours sur 7, 24 heures sur 24, grâce à une ligne d'écoute dédiée aux jeunes LGBT+ en situation de détresse. Au bout du fil, des bénévoles, formés à l'écoute bienveillante, orientent les appelants vers les structures d'hébergement ou d'accompagnement de jour de la Fondation

> Accueil et Accompagnement

Avec plus de 400 bénévoles et une trentaine de travailleuses et travailleurs sociaux, Le Refuge est présent pour épauler, chaque année, près de 500 jeunes LGBT+ en situation d'exclusion. Accompagnement socio-éducatif, soutien psychologique, aide alimentaire, insertion professionnelle : nos équipes, présentes dans tout l'hexagone, constituent un maillage important pour protéger les personnes nous appelant et les accompagner vers l'autonomie.

> Hébergement.

Forte de 200 places d'hébergement, réparties au sein de vingt dispositifs d'accueil sur l'ensemble du territoire hexagonal, la Fondation Le Refuge offre un premier abri aux jeunes LGBT+ chassés du domicile familial. Orientées par le biais de notre ligne d'écoute 24/7, les personnes que nous accompagnons se voient proposer des chambres au sein d'appartements en colocation. Dans ces dispositifs, les jeunes accueillis sont supervisés et en lien permanent avec nos équipes bénévoles et salariées.

ASTI

ASSOCIATION DE SOLIDARITÉ AVEC TOUS LES IMMIGRÉS

MISSION

Depuis 1968, l'ASTI Bordeaux s'est fixée comme objectif de lutter, aux côtés des personnes étrangères ou d'origine étrangère, contre toutes les formes de discriminations et de promouvoir les idées de libre circulation et libre installation.

ACTIONS PHARES

L'ASTI Bordeaux lutte contre les discriminations en aidant les personnes migrantes à s'insérer socialement en France.

Poursuivant cet objectif, plusieurs activités sont proposées :

- > L'apprentissage du français langue étrangère et des cours d'alphabétisation ;
- > Des permanences juridiques et administratives ;
- > La domiciliation de courrier.

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
NATIONAL/LOCAL

DOMAINE D'INTERVENTION
> EMPLOI/INSERTION/
FORMATION

> LOGEMENT

> ÉDUCATION

> SANTÉ

> SOCIAL

> DROIT

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
> ORIGINE

TYPES D'INTERVENTION
> FORMATION
> ACCOMPAGNEMENT
DES VICTIMES

PUBLICS VISÉS
> MIGRANTS
DE TOUTE ORIGINE

CONTACT

www.astibordeaux.fr
> 05 56 92 65 98
> astibordeaux@gmail.com
> asti-pessac@wanadoo.fr

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
RÉGIONAL
DÉPARTEMENTAL

DOMAINE D'INTERVENTION
TOUS LES DOMAINES

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
TOUTES
DISCRIMINATIONS

TYPES D'INTERVENTION
> ACCOMPAGNEMENT
DES VICTIMES
.....
> SENSIBILISATION/
INFORMATION
.....
> FORMATION

PUBLICS VISÉS
> PERSONNES
VICTIMES DE
DISCRIMINATIONS
> AGENTS
TERRITORIAUX DES
COLLECTIVITÉS
> AGENTS DE L'ÉTAT
> ASSOCIATIFS
> LA COMMUNAUTÉ
ÉDUCATIVE...

CONTACT

boulevard-des-potes.org/

> 05 56 31 20 28

> 05 56 31 94 62

> contact@boulevard-des-potes.org

BOULEVARD DES POTES

MISSION

L'association développe des outils de sensibilisation, des cycles de formation et de prévention à destination des acteurs des collectivités territoriales, services de l'État, acteurs de l'éducation nationale, de l'éducation populaire, du travail social, du monde de l'entreprise... - qui leur permet de faire émerger des initiatives, des permanences d'accueil et d'accompagnement des victimes, des temps de rencontres, d'échanges et de débats, pour un ancrage durable de la lutte contre les discriminations sur les territoires de la Nouvelle-Aquitaine.

ACTIONS PHARES

> **L'action d'éducation à la citoyenneté, à la mémoire et à la lutte contre les discriminations**

L'association propose de contribuer à la mise en œuvre d'initiatives citoyennes au sein de l'institution scolaire, tout au long de l'année, dont la Semaine Nationale d'Education Contre le Racisme et l'Antisémitisme est un temps fort.

> **Le concours du Cyber Rallye de l'Egalité**

Depuis 2009, le concours prend la forme d'un cyber-rallye intitulé "La République jusqu'au bout !". Le principe du Cyber-rallye consiste en un jeu questionnaire thématique nécessitant de naviguer sur divers sites web organisés à l'intérieur d'un parcours. Comme dans un rallye physique, les participants doivent suivre un parcours tout en répondant à des questions dont les réponses se trouvent dans les sites internet qu'ils visitent.

> **Repas de quartiers**

L'idée est de mobiliser et de rassembler les habitants d'un quartier autour d'un repas en extérieur, dans un esprit d'échanges, de rencontres et de convivialité. Sur une place, des chaises, des bancs et des tables sont mis à disposition et chaque participant apporte un plat en vue de le partager avec les convives.

> **Diplôme d'État BPJEPS Animation sociale option « Développement social et participation citoyenne »**

Sensibilisation et formation des acteurs sociaux autour des questions liées à la lutte contre les discriminations, la politique de la ville, l'intégration et la médiation sociale.

CAP MÉTIERS

MISSION

Cap Métiers Nouvelle-Aquitaine, dans le cadre de ses missions Observatoires Régionaux de l'Emploi et de la Formation (OREF) et de son observatoire de l'égalité professionnelle femmes-hommes, contribue à appuyer la mise en œuvre du plan régional "Réaliser l'égalité".



Cette mission consiste en :

- > Une mise à jour annuelle des conditions d'emploi et de travail des femmes et des hommes en région ;
- > La réalisation d'études thématiques à la demande des financeurs.

ACTIONS PHARES

- > Diffusion en continu de chiffres-clés sur les inégalités femmes-hommes dans le domaine professionnel.
- > Publication d'une étude et de sa synthèse sur les représentations et processus d'orientation genrés dans la filière numérique en Nouvelle-Aquitaine (2022).

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
RÉGIONAL

DOMAINE D'INTERVENTION
> EMPLOI/ISERTION/
FORMATION

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
> SEXE/GENRE/
ORIENTATION SEXUELLE

TYPES D'INTERVENTION
> SENSIBILISATION/
INFORMATION

PUBLICS VISÉS
> TOUS PUBLICS

CONTACT

www.cap-metiers.pro
> dominique.jouventin@cap-metiers.pro

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
NATIONAL

DOMAINE D'INTERVENTION

> ÉDUCATION

> SOCIAL

> DROIT

> SPORT/LOISIRS/
CULTURE

DISCRIMINATIONS TRAITÉES

> ORIGINE

> SEXE/GENRE/
ORIENTATION

SEXUELLE

> IDENTITÉ/ÉTAT
CIVIL/SITUATION

SOCIO-ÉCONOMIQUE

TYPES D'INTERVENTION

> ACCOMPAGNEMENT
DES VICTIMES

> SENSIBILISATION/
INFORMATION

> FORMATION

PUBLICS VISÉS

> TOUS PUBLICS

CONTACT

ressources-lgbt.com

> multikulti196@gmail.com

46

CENTRE DE RESSOURCES LGBTQIA+

MISSION

Le centre de ressources sur les questions LGBTQIA+ a pour objectif de partager des informations sur les questions LGBTQIA+ (terme pour Lesbienne, Gay, Bi, Trans, Queer, Intersexe, Asexuel-le/Aromantique et + pour toutes les identités de genre ou orientation sexuelles marginalisées). Sa mission est de produire des ressources pour lutter contre l'homophobie et la transphobie, ou encore étudier l'évolution des droits des personnes LGBTQIA+.

ACTIONS PHARES

> Ateliers

Depuis 2014, le centre de ressources anime des ateliers créatifs, en prolongement des thèmes de notre média, dans des collèges, lycées, universités, entreprises, municipalités, centres sociaux et associations aux quatre coins de la France.

> Médias

Journalisme (web, vidéo, podcast)
<https://dailleursetdici.news/>

> Podcasts

Qu'est-ce que la jeunesse française a à nous dire de notre époque ?

Découvrez des jeunes qui ont été amenés très tôt à s'interroger sur leur identité et sur leur place dans la société.

Une conversation inédite entre des jeunes de divers territoires, vivant différentes réalités.

<https://dailleursetdici.news/podcast-jeunesse-plurielle>

CENTRE LGBTI ADHEOS

MISSION

Le Centre LGBTI ADHEOS, association loi 1901, est un lieu d'accueil, d'information et d'écoute au service de la population lesbienne, gay, bisexuelle, trans et intersexe (LGBTI).

ACTIONS PHARES

L'association ADHEOS anime à travers les membres bénévoles de sa commission juridique de nombreux conseils et soutiens aux victimes de LGBTIphobies en France principalement.

ADHEOS réalise également de la prévention en matière de santé sexuelle et de promotion et l'amélioration de la santé mentale de publics LGBTI vulnérables, comme par exemple les demandeurs d'asiles LGBTI souvent isolés et polytraumatisés.

ADHEOS réalise également des interventions en milieu scolaire sur la Charente-Maritime, Charente et Deux-Sèvres, notamment auprès des collèges et lycées publics et privés, afin de sensibiliser et prévenir les LGBTIphobies.

Au delà de l'écoute et des conseils juridiques, ADHEOS dispose également depuis 2018 d'un refuge pour les personnes LGBTI victimes de discrimination, violence physique et/ou morale liées à l'orientation sexuelle ou l'identité de genre des victimes quelque soit leur nationalité sur une zone géographique limitée à l'ex région Poitou-Charentes.

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
RÉGIONAL

DOMAINE D'INTERVENTION
TOUS LES DOMAINES

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
> SEXE/GENRE/
ORIENTATION SEXUELLE

TYPES D'INTERVENTION
TOUS TYPES
D'INTERVENTION

PUBLICS VISÉS
> TOUS PUBLICS
> TOUTE PERSONNE
CHERCHANT À
S'INFORMER SUR
L'HOMOSEXUALITÉ OU
LA TRANSIDENTITÉ OU
SUR LES DROITS FACE
AUX DISCRIMINATIONS
> MIGRANTS DEMAN-
DEURS D'ASILE LGBTI

CONTACT

www.adheos.org/le-centre-lgbt/

- > contact@adheos.org
- > Niort : 06 95 53 12 88
- > Secrétariat : 05 46 92 98 55
- > Portable : 06 26 39 66 13

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
DÉPARTEMENTAL

DOMAINE D'INTERVENTION
TOUS LES DOMAINES

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
> **SEXE/GENRE/
ORIENTATION
SEXUELLE**

TYPES D'INTERVENTION
> **ACCOMPAGNEMENT
DES VICTIMES**
.....
> **SENSIBILISATION/
INFORMATION**
.....
> **CHANGEMENT
DES PRATIQUES**

PUBLICS VISÉS
> **TOUS PUBLICS**

CONTACT

[www.
centrelgbtidupoitou.org](http://www.centrelgbtidupoitou.org)
> [contact@
centrelgbtidupoitou.org](mailto:contact@centrelgbtidupoitou.org)

CENTRE LGBTI DU POITOU

MISSION

Le centre agit pour :

- > combattre les discriminations fondées sur le genre, le sexe et l'orientation sexuelle,
- > Lutter contre les LGBTI-phobies ;
- > Favoriser l'accès à l'information autour des questions de sexualités ;
- > Favoriser l'acceptation de son identité et/ou orientation sexuelle par l'écoute et la solidarité ;
- > Favoriser la création d'un espace associatif de visibilité pour les lesbiennes, gays, bisexuel-le-s, trans et intersexes ;
- > Proposer des activités conviviales, culturelles, artistiques et sportives.

ACTIONS PHARES

- > **Actions en direction des personnes concernées** (soutien, Marche des Fiertés)
- > **Actions en direction de la « société civile »** (sensibilisations de professionnels, interventions en milieu scolaire...)

LA CIMADE

MISSION

La Cimade a pour but de manifester une solidarité active avec les personnes opprimées et exploitées. Elle défend la dignité et les droits des personnes réfugiées et migrantes, quelles que soient leurs origines, leurs opinions politiques ou leurs convictions. Elle lutte contre toute forme de discrimination et, en particulier, contre la xénophobie et le racisme. La Cimade entend ainsi contribuer à changer les regards sur les migrations, à déconstruire les préjugés et à lutter contre les discriminations.

ACTIONS PHARES

> Accueil et accompagnement :

La Cimade accueille dans ses permanences plus de 110 000 personnes migrantes, réfugiées ou en demande d'asile à travers toute la France et accompagne et aide les personnes dans l'exercice de leurs droits.

> **Information, sensibilisation et mobilisation** : La Cimade intervient auprès des responsables politiques par des actions de plaidoyer.

Elle informe et sensibilise l'opinion publique sur les réalités migratoires : mobilisations, presse, site Internet, réseaux sociaux, festival Migrant'scène.

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
NATIONAL

DOMAINE D'INTERVENTION
> SOCIAL
.....
> DROIT

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
> ORIGINE

TYPES D'INTERVENTION
> SENSIBILISATION/
INFORMATION
.....
> ACCOMPAGNEMENT
DES VICTIMES
.....
> CHANGEMENT
DES PRATIQUES

PUBLICS VISÉS
> RÉFUGIÉS,
MIGRANTS

CONTACT
www.lacimade.org

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
NATIONAL, RÉGIONAL,
LOCAL

DOMAINE D'INTERVENTION
> EMPLOI/INSERTION/
FORMATION
.....
> ÉDUCATION
.....
> DROIT

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
TOUTES
DISCRIMINATIONS

TYPES D'INTERVENTION
> ACCOMPAGNEMENT
DES VICTIMES
.....
> SENSIBILISATION/
INFORMATION
.....
> FORMATION

PUBLICS VISÉS
> PERSONNE
ACCOMPAGNÉE DANS
UN CONTEXTE
SOCIO-JUDICIAIRE

CONTACT

www.citoyens-justice.fr
> federation@citoyens-justice.fr

CIToyENS ET JUSTICE

FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS SOCIO-JUDICIAIRES

MISSION

Citoyens et Justice regroupe environ 150 associations socio-judiciaires. Dans le cadre de mesures judiciaires, en pré et post sentenciel, ces services sociaux d'intérêt général exercent, auprès de victimes et d'auteurs d'infraction qu'ils soient majeurs ou mineurs, des missions d'accompagnement, d'investigation et de pacification des conflits et ce sur l'ensemble du territoire français.

Les missions de ce réseau sont les suivantes :

- > Prévenir la délinquance et lutter contre la récidive par un accompagnement socio-éducatif ;
- > Élaborer et contribuer au développement de mesures pénales en France ;
- > Accompagner les justiciables vers l'insertion ou la réinsertion durable dans la société.

ACTIONS PHARES

> **Champ pré-sentenciel** : regroupe toutes les procédures qui précèdent le jugement d'une personne ayant commis une infraction ou un délit. Durant ce temps, particulièrement propice à une prise en charge précoce des auteurs d'infractions, plusieurs mesures socio-judiciaires peuvent être décidées. décidées (mesures alternatives aux poursuites, stages de sensibilisation en première réponse pénale, mesures alternatives à la détention provisoire, enquête sociale ou de personnalité, etc.).

> **Champ post-sentenciel** : concerne la période qui va suivre le prononcé d'une sentence à l'égard d'une personne ayant commis une infraction, un délit ou un crime. Il s'agit d'aménagement de peine, de peine alternative à l'emprisonnement et de dispositifs de réinsertion à destination des personnes sortant de détention.

> **Champ justice des enfants et des adolescents** : regroupe toutes les mesures d'accompagnement à destination des enfants en conflit avec la loi (mesures alternatives aux poursuites et justice de proximité).

CLAP SUD-OUEST

MISSION

Le Comité de Liaison des Acteurs de la Promotion (CLAP) du Sud-Ouest est une association qui a comme missions d'accompagner les actions et les projets des acteurs qui agissent contre l'illettrisme et l'analphabétisme.

Elle accueille aussi selon sa demande toute personne qui s'engage dans un parcours d'acquisition des savoirs de base pour le construire avec elle.

ACTIONS PHARES

Le CLAP Sud-Ouest a développé une plateforme en ligne dédiée à l'évaluation et à l'orientation linguistique.

Elle propose plusieurs outils pour accompagner les internautes, notamment :

- > Un test d'auto-évaluation pour déterminer leur niveau de français à l'oral ;
- > Une liste des structures offrant des cours de français en Gironde ;
- > Une mise à jour régulière des offres de formation disponibles ;
- > Un entretien d'évaluation et d'orientation à distance, en visioconférence.

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
RÉGIONAL

DOMAINE D'INTERVENTION
> EMPLOI/INSERTION/
FORMATION
.....
> ÉDUCATION

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
> IDENTITÉ/ÉTAT CIVIL/
SITUATION
SOCIO-ÉCONOMIQUE
.....
> OPINIONS/
CROYANCES/HABITUDES
DE VIE

TYPES D'INTERVENTION
> FORMATION
.....
> ACCOMPAGNEMENT
DES VICTIMES

PUBLICS VISÉS
> TOUTE PERSONNE
EN SITUATION
D'ILLETTRISME,
D'ANALPHABÉTISME
> STRUCTURES ET
PROFESSIONNELS

CONTACT

<https://clap-so.org/>
> 0557015690
> contact@clap-so.org
> infos@clap-so.org

INSTITUTION PUBLIQUE

TERRITOIRE D'INTERVENTION
RÉGIONAL

DOMAINE D'INTERVENTION
> EMPLOI/INSERTION/
FORMATION
.....
> DROIT

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
TOUTES
DISCRIMINATIONS

TYPES D'INTERVENTION
TOUS TYPES
D'INTERVENTION

PUBLICS VISÉS
> ARTISANS,
ENTREPRISES
ARTISANALES

CONTACT

cma-nouvelleaquitaine.fr
> 05 57 22 57 22
> contact@artisanat-
nouvelle-aquitaine.fr

CMA NOUVELLE-AQUITAINE

CHAMBRE DES MÉTIERS ET DE L'ARTISANAT NOUVELLE-AQUITAINE

MISSION

Pilotée par des élus artisans, la CMA Nouvelle-Aquitaine accompagne les entreprises artisanales tout au long de leur vie, depuis la création jusqu'à la transmission de l'entreprise. Elle participe au développement de l'artisanat sur les territoires en appui des collectivités :

- > La CMA Nouvelle-Aquitaine agit pour le développement des entreprises artisanales ;
- > La CMA Nouvelle-Aquitaine agit pour l'apprentissage et la formation des artisans ;
- > La CMA Nouvelle-Aquitaine agit pour l'attractivité des territoires.

ACTIONS PHARES

Le concours « 101 femmes de Matignon »

Organisé par le ministère délégué chargé de l'Égalité femmes/hommes et de la Lutte contre les discriminations a pour mission de mettre en lumière 101 femmes entrepreneures sur l'ensemble du territoire français (une par département) à l'occasion d'un évènement organisé le 8 2024 à Matignon en présence des 101 lauréates.

L'objectif est double :

1. Inciter les femmes à se lancer dans l'entrepreneuriat ;
2. Mieux faire connaître les acteurs (ici les partenaires dont nous sommes) et leurs dispositifs d'accompagnement pour venir en soutien aux femmes qui souhaitent créer ou reprendre une entreprise.

CNCDH

COMMISSION NATIONALE CONSULTATIVE DES DROITS DE L'HOMME

MISSION

En tant qu'Institution nationale des droits de l'homme, la CNCDH a trois missions principales : conseiller les pouvoirs publics en matière de droits de l'Homme, contrôler le respect par la France de ses engagements internationaux en la matière et éduquer aux droits humains.

ACTIONS PHARES

- > Rédaction d'avis et de rapports.
- > Création de supports d'éducation.
- > Actions de formation et de sensibilisation.

INSTITUTION PUBLIQUE

TERRITOIRE D'INTERVENTION
NATIONAL

DOMAINE D'INTERVENTION
> DROIT

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
TOUTES
DISCRIMINATIONS

TYPES D'INTERVENTION
> SENSIBILISATION/
INFORMATION
> CHANGEMENT
DES PRATIQUES

PUBLICS VISÉS
> GRAND PUBLIC
> POUVOIRS PUBLICS
FRANÇAIS

CONTACT

www.cncdh.fr
> Cncdh.info@cncdh.fr

INSTITUTION PUBLIQUE

TERRITOIRE D'INTERVENTION
NATIONAL

DOMAINE D'INTERVENTION
> DROIT

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
TOUTES
DISCRIMINATIONS

TYPES D'INTERVENTION
TOUS TYPES
D'INTERVENTION

PUBLICS VISÉS
> PARTICULIERS
> PROFESSIONNELS
> STRUCTURES
PUBLIQUES

CONTACT

<https://cnil.fr/fr>

> 01 53 73 22 22

> inforientation@cnil.fr

CNIL

COMMISSION NATIONALE DE L'INFORMATIQUE ET DES LIBERTÉS

MISSION

Dans l'univers numérique, la **Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) est le régulateur des données personnelles. Elle accompagne les professionnels dans leur mise en conformité et aide les particuliers à maîtriser leurs données personnelles et exercer leurs droits.**

Mission 1 - Informer, protéger les droits

La CNIL répond aux demandes des particuliers et des professionnels. Toute personne peut s'adresser à la CNIL en cas de difficulté dans l'exercice de ses droits en lui adressant une plainte.

Mission 2 - Accompagner la conformité / conseiller

La mise en conformité constitue l'objectif prioritaire du régulateur qu'est la CNIL.

Mission 3 - Anticiper et innover

Dans le cadre de son activité d'innovation et de prospective, la CNIL s'intéresse aux signaux faibles et aux sujets émergents.

Mission 4 - Contrôler et sanctionner

La CNIL peut contrôler les organismes. En cas de manquements constatés, elle peut décider de les mettre en demeure ou de les sanctionner.

ACTIONS PHARES

> Protéger

La CNIL veille à ce que les citoyens accèdent efficacement aux données contenues dans les

traitements les concernant. Toute personne peut s'adresser à la CNIL en cas de difficulté dans l'exercice de ses droits en lui adressant une plainte. Ces plaintes concernent :

- la réputation en ligne (demandes de suppression de contenus sur Internet);
- le commerce (opposition à recevoir des courriels publicitaires);
- les ressources humaines (vidéo-surveillance, géolocalisation des véhicules);
- la banque et le crédit (contestation de l'inscription dans l'un des fichiers de la banque de France).

> Accompagner

La conformité représente un indicateur de bonne gouvernance, répondant à l'enjeu de réputation, de confiance et un avantage concurrentiel pour les entreprises. Afin d'aider les organismes privés et publics à se mettre en conformité avec le RGPD, la CNIL propose une boîte à outils complète et adaptée en fonction de leur taille et de leurs besoins.

> Le contrôle

Le contrôle constitue un moyen privilégié d'intervention auprès des responsables de traitement de données personnelles. Il permet à la CNIL de vérifier sur place la mise en œuvre concrète de la loi. Le programme des contrôles est élaboré en fonction des thèmes d'actualité et des grandes problématiques (actualité, nouvelles technologies) dont la CNIL est saisie.

COLLECTIF LGBT DORDOGNE

MISSION

Le Collectif LGBT Dordogne a pour objectif de faire progresser et défendre les droits des personnes LGBT+ ainsi que les intérêts collectifs des membres de l'association, en assurant notamment la promotion de l'égalité effective des droits des personnes par tous les moyens que l'association pourra se donner.

ACTIONS PHARES

- > **Campagnes locales** pour sensibiliser contre l'homophobie et la transphobie.
- > **Groupes de parole et accompagnement** pour offrir un espace de partage et orienter vers des services adaptés.
- > **Organisation d'événements** pour renforcer la visibilité et l'unité de la communauté.
- > **Dialogue avec les élus** et mobilisation pour des politiques inclusives au niveau local.
- > **Diffusion de ressources juridiques et sociales** pour informer la communauté.

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
DÉPARTEMENTAL

DOMAINE D'INTERVENTION
TOUS LES DOMAINES

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
> **SEXE/GENRE/
ORIENTATION SEXUELLE**

TYPES D'INTERVENTION
TOUS TYPES
D'INTERVENTION

PUBLICS VISÉS
> **PUBLIC LGBT
VICTIME DE
DISCRIMINATION EN
RAISON DE LEUR
IDENTITÉ SEXUELLE
ET/OU DE LEUR GENRE**

CONTACT

www.helloasso.com/associations/collectif-lgbt-dordogne
> collectiflgbt24@gmail.com

INSTITUTION PUBLIQUE

TERRITOIRE D'INTERVENTION
RÉGIONAL

DOMAINE D'INTERVENTION
TOUS LES DOMAINES

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
> SANTÉ/PHYSIQUE

TYPES D'INTERVENTION
> CHANGEMENT
DES PRATIQUES
> SENSIBILISATION/
INFORMATION
> FORMATION

PUBLICS VISÉS
> PERSONNES EN
SITUATION DE
HANDICAP
> PERSONNES
RESSOURCES

CONTACT

<https://crfh-handicap.fr>
> 05 57 29 20 12
> [accueil@crfh-
handicap.fr](mailto:accueil@crfh-handicap.fr)

CRFH

CENTRE RESSOURCE FORMATION HANDICAP

MISSION

Le Centre Ressource Formation Handicap (CRFH), dont la mise en œuvre est confiée à l'association Handic'Aptitude, constitue sur le territoire Nouvelle-Aquitaine, une ressource au service des Organismes de Formation (OF) et Centres de Formation des Apprentis (CFA) en Nouvelle-Aquitaine.

> Appuis techniques et méthodologiques
Le Centre Ressource Formation Handicap (CRFH) propose des appuis techniques et méthodologiques pour accompagner les OF et les CFA dans le développement et l'optimisation de l'accessibilité de leurs formations pour les personnes en situation de handicap.

> Coopération des acteurs en Nouvelle-Aquitaine
À travers l'animation d'un réseau et d'actions régulières, nos équipes contribuent sur le territoire de la Nouvelle-Aquitaine, à la

mise en relation et à la coopération entre les acteurs de la formation, de l'emploi et du handicap pour permettre de mieux sécuriser les parcours de formation.

> Mobilisation et animation d'un réseau de référents handicap

Le Centre Ressource Formation Handicap (CRFH) mobilise et anime un réseau de référents handicaps au sein de centres de formation, autour d'actions au service du développement de l'accessibilité des formations.

> Professionnalisation des acteurs sur le handicap

Grâce à un programme de formation ciblé et adapté à un besoin identifié, le Centre Ressource Formation Handicap (CRFH) professionnalise les acteurs de la formation, de l'emploi et du handicap, autour de l'accessibilité des formations aux personnes en situation de handicap.

ACTIONS PHARES

> Un Centre Ressource Formation Handicap (CRFH) en appui de la politique conduite et en soutien des centres de formation au plus proche des territoires.

> Des centres de formation engagés sur l'accueil des publics et l'accessibilité des

formations, ayant désigné un référent handicap sur chacun de leurs sites de formation.

> Une offre de professionnalisation sur le handicap à destination des professionnels des centres de formation et des référents de parcours (pôle Emploi, missions locales, Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi, structures médico-sociales...).

CRIJ

CENTRE RÉGIONAL INFORMATION JEUNESSE NOUVELLE-AQUITAINE

MISSION

Le réseau national Info Jeunes a pour mission d'informer tous les jeunes sur tous les sujets en lien avec leurs démarches d'accès à l'autonomie (orientation, formation, emploi, logement, santé, mobilité, accès aux droits, culture, initiatives et projets, citoyenneté, etc.).

Il constitue pour les jeunes le premier niveau d'accès aux droits, aides, structures et dispositifs qui leur sont dédiés.

Le CRIJ Nouvelle-Aquitaine (Centre Régional Information Jeunesse) est une association qui anime, coordonne et représente le réseau des 122 structures Info Jeunes de Nouvelle-Aquitaine.

Il porte également les lieux Info Jeunes de Bordeaux, Limoges et Poitiers. Labellisé par l'État, il fait partie d'un réseau Information Jeunesse national et européen et inscrit son action dans le cadre des chartes nationale et européenne de l'Information Jeunesse.

ACTIONS PHARES

Dans trois lieux d'accueil, il est possible :

- > De rencontrer des informateur-ices jeunesse qui peuvent répondre aux questions et conseiller sur toutes les thématiques, avec ou sans RDV ;
- > D'avoir accès à des ordinateurs connectés à internet, en accès libre, avec possibilité de scanner, de photocopier ou d'imprimer des documents ;
- > De consulter de la documentation en libre service.

INSTITUTION PUBLIQUE

TERRITOIRE D'INTERVENTION
RÉGIONAL

DOMAINE D'INTERVENTION
TOUS LES DOMAINES

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
> IDENTITÉ/ÉTAT CIVIL/
SITUATION
SOCIO-ÉCONOMIQUE

TYPES D'INTERVENTION
> SENSIBILISATION/
INFORMATION
> FORMATION
> ACCOMPAGNEMENT
DES VICTIMES

PUBLICS VISÉS
> JEUNES
NOTAMMENT
ÉTUDIANTS

CONTACT

www.infojeunes-na.fr
> 05 56 56 00 56
> bordeaux@crijna.fr

INSTITUTION PUBLIQUE

TERRITOIRE D'INTERVENTION
NATIONAL
RÉGIONAL
DÉPARTEMENTAL

DOMAINE D'INTERVENTION
> DROIT

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
TOUTES
DISCRIMINATIONS

TYPES D'INTERVENTION
> TOUS TYPES
D'INTERVENTION

PUBLICS VISÉS
> TOUS PUBLICS
> PROFESSIONNELS

CONTACT

www.defenseurdesdroits.fr

> 09 69 39 00 00

> Plateforme : 03928

www.antidiscriminations.fr

> Délégués territoriaux

DÉFENSEURS DES DROITS

MISSION

Le Défenseur des droits est une autorité administrative indépendante chargée de veiller au respect des libertés et des droits des citoyens. Créée en 2011 et inscrite dans la Constitution, elle a deux missions : défendre les personnes dont les droits ne sont pas respectés et permettre l'égalité de tous. Le Défenseur des droits lutte notamment contre les discriminations et défend les droits des personnes qui en sont victimes.

ACTIONS PHARES

Le Défenseur des droits lutte contre les discriminations et défend les droits des personnes qui en sont victimes.

> Informer et communiquer

Dans le cadre de sa mission de promotion de l'égalité et de l'accès aux droits, le Défenseur des droits mène des campagnes d'information pour sensibiliser à la lutte contre les discriminations et informer les usagers des services publics. Il participe à des événements dans toute la France pour faire connaître son action et informer chacune et chacun de ses droits.

> Protection des droits

Le Défenseur des droits intervient en médiation et instruit les demandes individuelles qu'il reçoit. Il peut mettre en œuvre des pouvoirs contraignants et procéder à des tests de discrimination (testing) reconnus par la loi comme un mode de preuve.

> Partage d'outils

De nombreux outils sont créés par le Défenseur des droits pour promouvoir l'égalité et permettre à chacun de mieux connaître ses droits : dépliants, affiches, jeux, guides, vidéos...

> Former les professionnels

Pour contribuer à un changement des pratiques, le Défenseur des droits dispense de nombreuses formations.

Il conçoit et met en œuvre des programmes de formation à destination des professionnels, notamment ceux de l'Éducation nationale (chefs d'établissements, inspecteurs de l'Éducation nationale, personnels en charge du handicap...) et en direction des élèves gardiens de la paix.

> Proposer des réformes

Le Défenseur des droits peut proposer des modifications de la loi. Ce pouvoir de propositions de réformes est utilisé pour régler des difficultés récurrentes, que le Défenseur des droits identifie à travers ses recherches, ses échanges avec la société civile et les réclamations individuelles qu'il reçoit.

> L'Observatoire du Défenseur des droits

L'Observatoire du Défenseur des droits a pour objectif de contribuer à l'actualisation des connaissances de situations relevant des différents champs de compétences de l'institution. Pour ce faire, il analyse les réclamations adressées à l'institution et réalise des enquêtes. Ces travaux lui permettent de mieux appréhender les difficultés auxquelles sont confrontées les personnes qui le saisissent mais aussi d'identifier les publics qui n'exercent pas leurs droits de recours devant l'institution.

> Recherche et études

Le Défenseur des droits conduit des activités d'études et de recherche intéressant ses domaines de compétences. Par des partenariats avec des centres et laboratoires d'études et de recherche spécialisés, il contribue à la production et à la diffusion d'une connaissance renouvelée sur ses champs d'expertise.

DNSI

COLLECTIF D'AILLEURS NOUS SOMMES D'ICI

MISSION

Le collectif poitevin DNSI soutient activement les migrants, réfugiés et personnes sans-papiers en luttant contre toutes les formes de racisme, de discrimination et contre les politiques répressives.

ACTIONS PHARES

> **Accompagnement des victimes**

Accueil et aide aux migrants, réfugiés et sans-papiers en situation d'urgence.

> **Sensibilisation / Mobilisation**

Participation à des manifestations contre le racisme et les discriminations. Participation à des rassemblements et des campagnes de soutien pour des familles migrantes.

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
DÉPARTEMENTAL

DOMAINE D'INTERVENTION
> **DROIT**
> **SOCIAL**

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
TOUTES DISCRIMINATIONS

TYPES D'INTERVENTION
> **SENSIBILISATION/
INFORMATION**
> **ACCOMPAGNEMENT
DES VICTIMES**

PUBLICS VISÉS
> **TOUS PUBLICS**

CONTACT

> dnsi86@proton.me

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
NATIONAL

DOMAINE D'INTERVENTION
> DROIT

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
> SEXE/GENRE/
ORIENTATION SEXUELLE

TYPES D'INTERVENTION
> SENSIBILISATION/
INFORMATION
.....
> CHANGEMENT
DES PRATIQUES

PUBLICS VISÉS
> TOUS PUBLICS
> PROFESSIONNELS

CONTACT

ensemblecontre
lesexisme.org

ENSEMBLE CONTRE LE SEXISME

MISSION

L'association Ensemble Contre Le Sexisme (ECLS) rassemble une quarantaine d'associations incontournables dans la lutte contre le sexisme et les discriminations de genre en France. Fondé en 2017, ce collectif travaille, depuis sa création, à la reconnaissance d'une journée nationale de lutte contre le sexisme le 25 janvier pour sensibiliser les pouvoirs publics, les citoyen·nes et les milieux économiques aux ravages du sexisme dans toutes les sphères de la société.

ACTIONS PHARES

> Journées nationales contre le sexisme

Création d'une journée le 25 janvier pour sensibiliser le grand public au sexisme, qui est à l'origine de toutes les inégalités et discriminations entravant la liberté des femmes et leurs droits. Cette journée permet de sensibiliser la société tout entière et faire évoluer les mentalités, d'inciter les écoles, les universités, les collectivités, les administrations, les entreprises à mener des actions spécifiques, de démultiplier l'action des pouvoirs publics dans toute la France, de mesurer l'état du sexisme et les progrès et de démontrer que le sexisme est systémique et persistant.

> Campagne de communication

Une campagne produite par l'Agence Nude pour le Collectif contre le sexisme en 2019 a eu pour but d'interpeller les publics et de sensibiliser aux conséquences du sexisme sur les femmes.

FACE

FONDATION AGIR CONTRE L'EXCLUSION

MISSION

FACE, la Fondation pour l'inclusion, est une Fondation reconnue d'Utilité publique. Elle œuvre depuis 30 ans dans la lutte contre toutes formes d'exclusion, de discrimination et de pauvreté.

Son réseau national de structures locales est composé en particulier de clubs d'entreprises locaux mais également des structures de médiation et structures insérantes, qui participent aux politiques locales de prévention et de lutte contre les exclusions et les discriminations, en partenariat avec les collectivités territoriales, les entreprises et les acteurs associatifs et institutionnels locaux.

ACTIONS PHARES

Ses actions nationales et locales bénéficient chaque année à des personnes en situation d'exclusion dans l'accompagnement dans et vers l'emploi, en faveur de l'égalité des chances à l'école et dans l'orientation, pour l'inclusion des personnes précaires, sur les territoires et dans les entreprises. Ces actions sont menées par la fondation elle-même et/ou ses implantations locales (une cinquantaine partout en France).

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
NATIONAL

DOMAINE D'INTERVENTION
> EMPLOI/INSERTION/
FORMATION
> ÉDUCATION
> DROIT

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
TOUTES
DISCRIMINATIONS

TYPES D'INTERVENTION
> SENSIBILISATION/
INFORMATION
> ACCOMPAGNEMENT
DES VICTIMES

PUBLICS VISÉS
> TOUS PUBLICS
> PROFESSIONNELS

CONTACT

www.fondationface.org

> contact@fondationface.org

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
RÉGIONAL

DOMAINE D'INTERVENTION
TOUS LES DOMAINES

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
TOUTES
DISCRIMINATIONS

TYPES D'INTERVENTION
TOUS TYPES
D'INTERVENTION

PUBLICS VISÉS
> TOUS PUBLICS

CONTACT

www.federationsolidarite.org/regions/nouvelle-aquitaine/

> 05 56 32 19 57

> nouvelle-aquitaine@federationsolidarite.org

FAS N-A

FÉDÉRATION DES ACTEURS DE LA SOLIDARITÉ NOUVELLE-AQUITAINE

MISSION

La Fédération des Acteurs de la Solidarité en Nouvelle-Aquitaine est un réseau généraliste de lutte contre les exclusions. Elle regroupe plus de 900 associations et organismes qui agissent pour la solidarité.

Les adhérents de la Fédération assurent des missions d'accueil, d'accompagnement et d'insertion des personnes en précarité, avec une approche globale de la personne, en traitant les multiples problématiques liées à l'exclusion : hébergement et logement, santé, insertion et emploi, accès aux droits, accès à la culture, lien social.

La Fédération régionale anime ainsi le réseau des adhérents et les représente au niveau territorial.

ACTIONS PHARES

La FAS N-A forme les travailleurs sociaux, soutient la professionnalisation des associations et développe des projets innovants pour mieux répondre aux besoins du terrain. Elle joue aussi un rôle clé de plaidoyer auprès des pouvoirs publics pour favoriser des politiques inclusives et réduire les inégalités sociales.

La fédération sensibilise le grand public aux enjeux de précarité, via des campagnes de communication, des événements et des forums.

FÉDÉRATION LÉO LAGRANGE

MISSION

Association d'éducation populaire reconnue d'utilité publique, la Fédération Léo Lagrange mobilise, depuis 1950, l'éducation non formelle (actions éducatives et de loisirs) et la formation tout au long de la vie pour contribuer à l'émancipation individuelle et collective et lutter contre les inégalités. Elle intervient aujourd'hui dans les champs de l'animation, de la petite enfance et de la formation professionnelle.

ACTIONS PHARES

> Information

Mise à disposition d'espace ressources régulièrement actualisé et adapté : jeux,

sites Internet, livres et revues sur les questions de citoyenneté. Pour les usagers, l'association met à disposition des contacts de structures locales, spécialisées dans la défense des droits et l'accompagnement des victimes de discriminations. L'association choisit également une approche pluridisciplinaire des discriminations, pour bien en comprendre toutes les dimensions.

> Sensibilisation

Mise en place de quatre programmes de lutte contre les discriminations à chaque âge de la vie : Démocratie & Courage pour les 8-12 ans, Défis & Différences pour les 12-18 ans, Diversité & Égalité pour le public adulte, Ici & Ensemble pour les salariés Léo Lagrange. Lors de ces

programmes, des activités pédagogiques sont proposées pour tous types de publics avec un principe similaire : des interventions guidées et encadrées par les intervenants qui encouragent chacune à prendre part aux échanges.

> Actions

Chaque année, l'association organise au moins deux temps forts fédérateurs et ouverts, pour réaffirmer leur engagement à la lutte contre les discriminations.

> Formation

Les équipes de l'association sont formées sur les questions de discriminations et de mises à l'écart.

Réflexion

L'association s'engage à interroger et modifier ses pratiques professionnelles pour éviter toute forme de discrimination.

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
NATIONAL

DOMAINE D'INTERVENTION
> ÉDUCATION

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
TOUTES
DISCRIMINATIONS

TYPES D'INTERVENTION
> SENSIBILISATION/
INFORMATION
> FORMATION

PUBLICS VISÉS
> TOUS PUBLICS
> PROFESSIONNELS

CONTACT

www.leolagrange.org

> accueil.fil@leolagrange.org

> 01 53 09 00 00

www.luttecontrelesdiscriminations.fr/

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
RÉGIONAL

DOMAINE D'INTERVENTION
> DROIT
> SOCIAL

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
> SEXE/GENRE/
ORIENTATION SEXUELLE

TYPES D'INTERVENTION
> SENSIBILISATION/
INFORMATION
> ACCOMPAGNEMENT
DES VICTIMES

PUBLICS VISÉS
> TOUS PUBLICS
> PROFESSIONNELS

CONTACT

[https://nouvelleaquitaine-
fr.cidff.info/](https://nouvelleaquitaine-fr.cidff.info/)
> 05 40 24 62 62

FÉDÉRATION RÉGIONALE DES CIDFF NOUVELLE-AQUITAINE

CIDFF : CENTRES D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES

MISSION

La Fédération Régionale des CIDFF de Nouvelle Aquitaine (FR-CIDFF NA) coordonne et anime les 9 CIDFF de la Région Nouvelle Aquitaine).

Les CIDFF (Centre d'information sur les droits des femmes et des familles) s'engagent sur plusieurs thématiques tels que l'accès au droit, la lutte contre les violences, emploi et création d'activité, la vie conjugale et familiale, l'éducation et la citoyenneté, la santé et la sexualité.

Tous les CIDFF de la Nouvelle-Aquitaine accueillent et accompagnent les victimes de violences sexuelles et sexistes.

ACTIONS PHARES

> **Écoute, information et accompagnement des femmes victimes de violences sexistes**

Les équipes professionnelles pluridisciplinaires des CIDFF accueillent les femmes victimes et les informent sur leurs droits, identifient leurs difficultés, offrent un accompagnement global dans leurs démarches policières, judiciaires, médicales, sociales et professionnelles.

> **Formation**

Les CIDFF forment les partenaires travaillant au contact de femmes victimes de violences tels que la police, la gendarmerie, les travailleurs sociaux, les médecins, les magistrats, etc.

> **Sensibilisation**

Les CIDFF interviennent au sein des établissements scolaires, et organisent des journées de sensibilisation en direction du grand public et des entreprises.

FÉDÉRATION RÉGIONALE DES MJC NOUVELLE-AQUITAINE

MJC : MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE

MISSION

La Fédération régionale des MJC de Nouvelle-Aquitaine anime et accompagne le réseau des MJC en Nouvelle-Aquitaine.

Les MJC sont des associations d'éducation populaire qui s'attachent à promouvoir un projet d'éducation populaire, de contribuer à l'émancipation individuelle et collective, d'agir pour plus de justice et de progrès, de faire vivre la démocratie. Pour dessiner la société de demain, elles développent des espaces de mixité sociale, d'expérimentation et de citoyenneté, propres à faire vivre les valeurs de la République.

ACTIONS PHARES

Les MJC sont engagées pour lutter de façon systématique contre les discriminations avec la charte d'engagement national des missions locales. La charte a pour objectif de consolider la démarche et de poursuivre la mobilisation de l'ensemble du réseau en s'appuyant sur cette approche « globale » qui permet d'agir de façon durable sur le système de coproduction des discriminations par des actions conjointes, simultanées et internalisées dans les missions locales.

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
RÉGIONAL

DOMAINE D'INTERVENTION
> ÉDUCATION
> SPORT/LOISIRS/
CULTURE

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
TOUTES
DISCRIMINATIONS

TYPES D'INTERVENTION
> SENSIBILISATION/
INFORMATION

PUBLICS VISÉS
> JEUNES

CONTACT

<https://frmjca.fr/>
> contact@frmjca.fr

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
NATIONAL

DOMAINE D'INTERVENTION
> ÉDUCATION
> SPORT/LOISIRS/
CULTURE

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
> SEXE/GENRE/
ORIENTATION SEXUELLE

TYPES D'INTERVENTION
> SENSIBILISATION/
INFORMATION

PUBLICS VISÉS
> TOUS PUBLICS
> PROFESSIONNELS

CONTACT

www.fia-asso.org/
contact@fia-asso.org
> 04 37 43 02 35

FEMMES D'ICI ET AILLEURS

MISSION

L'association Femmes ici et ailleurs, créée en 2003, œuvre pour diffuser la culture de l'égalité femmes-hommes et de la mixité professionnelle. L'association mène des actions de sensibilisation et d'éducation auprès du grand public et des jeunes et du monde de l'entreprise.

ACTIONS PHARES

Sensibilisation et éducation

Création et organisation d'expositions thématiques (lors de présentations événementielles dans des lieux institutionnels ou lors d'animations menées dans des établissements scolaires, centres socioculturels, structures d'insertion, médiathèques, centres culturels...). Depuis 2004, plus de 200 expositions ont été produites pour 250 collectivités, entreprises et associations et quelque 3 000 présentations de ces expositions thématiques se sont tenues dans différents lieux, touchant plus d'un million de personnes.

FEMMES POUR LE DIRE FEMMES POUR AGIR

MISSION

L'association lutte contre la double discrimination qu'entraîne le fait d'être femme et handicapée. Elle promouvoit la place des femmes handicapées dans la société, quel que soit leur handicap, lutte contre la double discrimination que vivent les femmes handicapées : celle du genre et celle du handicap, lutte contre les violences, voire les maltraitances subies par les femmes en situation de handicap.

ACTIONS PHARES

> Écoute et accompagnement

L'accompagnement proposé aux femmes handicapées victimes de violences comprend une écoute bienveillante, un accompagnement juridique, un accompagnement social et un accompagnement psychologique (travail sur le vécu des violences et sur la vie après et sans les violences), une reconquête de l'estime de soi physique grâce à un atelier Beauté & Bien-être et un retour vers l'autonomie grâce à un atelier d'accompagnement vers l'emploi.

> Sensibilisation

Interventions ciblées et adaptées tant auprès des professionnel·les (police, justice, santé) que du grand public sur la place de citoyenne des femmes handicapées. Développement d'outils adaptés aux plus jeunes (collège, lycée) tel qu'un escape game digital pour lutter contre les idées sur les thématiques des discriminations, du handicap, de l'égalité entre les femmes et les hommes et des violences faites aux femmes en situation de handicap.

> Mobilisation

L'association organise des colloques et des conférences et contribue également à des rapports. Elle signe également des pétitions et prend des prises de position.

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
NATIONAL

DOMAINE D'INTERVENTION
TOUS LES DOMAINES

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
> SANTÉ/PHYSIQUE
> SEXE/GENRE
ORIENTATION SEXUELLE

TYPES D'INTERVENTION
> SENSIBILISATION/
INFORMATION
> CHANGEMENT
DES PRATIQUES
> ACCOMPAGNEMENT
DES VICTIMES

PUBLICS VISÉS
> FEMMES EN
SITUATION DE
HANDICAP

CONTACT

<https://fdfa.fr/>
> 01 45 66 63 97
> contact@fdfa.fr

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
NATIONAL

DOMAINE D'INTERVENTION
> **SOCIAL**
> **DROIT**

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
> **SEXE/GENRE/
ORIENTATION SEXUELLE**

TYPES D'INTERVENTION
> **CHANGEMENT
DES PRATIQUES**
> **SENSIBILISATION/
INFORMATION**
> **ACCOMPAGNEMENT
DES VICTIMES**

PUBLICS VISÉS
> **TOUS PUBLICS**

CONTACT

femmes-solidaires.org
> 01 40 01 90 90
> [femmes.solidaires@
wanadoo.fr](mailto:femmes.solidaires@wanadoo.fr)

FEMMES SOLIDAIRES

MISSION

Femmes solidaires est une association qui s'engage pour faire reculer toutes formes de discriminations et développer une éducation non sexiste et non violente. Elle informe, sensibilise sur les droits des femmes afin de contribuer à l'évolution des mentalités vers une société libérée des rapports de domination. L'association défend les valeurs fondamentales de laïcité, de mixité, d'égalité pour les droits des femmes, de paix et de liberté.

ACTIONS PHARES

> **Écoute**

L'association anime des permanences d'écoute pour conseiller, orienter et accompagner les femmes dans leurs démarches.

> **Sensibilisation**

L'association intervient auprès des jeunes en milieu scolaire, dans des centres d'animations... pour sensibiliser toutes les tranches d'âges.

> **Accompagnement des victimes**

L'association se porte partie civile dans les procès relatifs aux violences faites aux femmes.

> **Mobilisation**

L'association engage de nombreuses campagnes internationales sur la situation des femmes dans le cadre de solidarités réciproques : lorsque les droits des femmes progressent dans un pays, cela encourage les autres femmes du monde à continuer leur lutte.

FÉDÉRATION NATIONALE DES MAISONS DES POTES

MISSION

La Fédération Nationale des Maisons Des Potes est un réseau d'associations de quartier.

Créée en 1989, elle a pour vocation de participer au développement des projets associatifs dans les quartiers défavorisés. Elle articule son action autour du concept de « Maison des Potes », véritable espace citoyen au service des habitants.

Le réseau est animé par les valeurs de l'Éducation Populaire, de l'antiracisme, de la laïcité, du féminisme, de la solidarité et de la justice sociale.

ACTIONS PHARES

> Formation

Auprès des associations, les municipalités, les missions locales, les bailleurs sociaux, les entreprises pour constater, comprendre, lutter contre, et prévenir des discriminations, notamment liées à l'embauche et dans les candidatures HLM.

> Information

Faire connaître la réalité des discriminations et ses dégâts (état des lieux, mobiles, dégâts, potentiel d'indignation et de réaction...). Expliquer la législation française et la jurisprudence relative aux discriminations (âge, sexe, handicap, couleur de peau).

> Accompagnement des victimes

Aides administratives pour disposer d'un dossier solide afin d'aller, potentiellement, en justice (preuves matérielles, témoignage de salariés, fichage ethnique d'entreprise, testings...).

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
NATIONAL

DOMAINE D'INTERVENTION
TOUS LES DOMAINES

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
TOUTES
DISCRIMINATIONS

TYPES D'INTERVENTION
> SENSIBILISATION/
INFORMATION

> FORMATION

> ACCOMPAGNEMENT
DES VICTIMES

PUBLICS VISÉS

> TOUS PUBLICS

> PROFESSIONNELS

CONTACT

<http://maisondespotes.fr/>

> 01 44 93 23 23

> contact@maisondespotes.fr

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
NATIONAL

DOMAINE D'INTERVENTION
> DROIT

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
> SEXE/GENRE/
ORIENTATION SEXUELLE

TYPES D'INTERVENTION
> SENSIBILISATION/
INFORMATION

PUBLICS VISÉS
> TOUS PUBLICS
> STRUCTURES
ASSOCIATIVES

CONTACT

fondationdesfemmes.org
> [bonjour@
fondationdesfemmes.org](mailto:bonjour@fondationdesfemmes.org)

FONDATION DES FEMMES

MISSION

La Fondation des Femmes, abritée par la Fondation de France, est la structure de référence en France pour la liberté et les Droits des Femmes et contre les violences dont elles sont victimes.

ACTIONS PHARES

Grâce aux dons qu'elle reçoit, la Fondation des Femmes apporte un soutien financier, juridique et matériel aux initiatives associatives à fort impact, sur tout le territoire. La Fondation est financée exclusivement grâce au soutien de ses donateurs et de ses mécènes.

Les projets soutenus par la fondation s'articulent autour de trois axes :

- > La lutte contre la précarité : par exemple, par une action d'accueil et d'accompagnement, avec l'association Toutes à l'Abri à Bordeaux ;
- > L'accès aux droits et à la justice et la lutte contre les violences faites aux femmes ;
- > La promotion de l'image des femmes et la lutte contre les stéréotypes et représentations générant des inégalités hommes-femmes.

GINDOU CINEMA

MISSION

Gindou Cinéma est une association dont l'action globale se construit entre création, diffusion et sensibilisation auprès de publics - jeunes en particulier - éloignés de l'offre culturelle et artistique. Elle s'est développée autour de son activité fondatrice, les rencontres cinéma de Gindou, dont la première édition a eu lieu en 1985.

Cette évolution a permis l'émergence d'un projet culturel pérenne partagé entre des actions d'éducation à l'image orientées prioritairement vers les jeunes publics et des actions pour le public professionnel : résidences d'écriture de scénarios et bureau d'accueil de tournages.

ACTIONS PHARES

Concours le Goût des autres :

Vivre ensemble c'est vivre les uns avec les autres avec nos

différences et identités multiples dans un esprit d'égalité et de fraternité. Comment cette diversité se vit-elle au quotidien ? En partant de ce que vous vivez, et sans tabou, imaginez et soumettez-nous une idée de film court.

Le Goût des autres a pour but d'agir contre toutes les formes de rejet et de discriminations liées à l'apparence, l'identité, la culture, la communauté ou le genre.

Faire un film, c'est aller à la rencontre de l'autre !

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
LOCAL

DOMAINE D'INTERVENTION
> SPORT/LOISIRS/
CULTURE

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
TOUTES
DISCRIMINATIONS

TYPES D'INTERVENTION
> SENSIBILISATION/
INFORMATION
> CHANGEMENT
DES PRATIQUES

PUBLICS VISÉS
> PERSONNES RÉSI-
DANT À PROXIMITÉ DE
GINDOU
> AMATEURS
DE CINÉMA

CONTACT

www.gindoucinema.org

> 05 65 22 89 99

> accueil@gindoucinema.org

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
LOCAL

DOMAINE D'INTERVENTION
> **SOCIAL**
> **DROIT**

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
> **SEXE/GENRE/
ORIENTATION SEXUELLE**

TYPES D'INTERVENTION
> **FORMATION**
> **SENSIBILISATION/
INFORMATION**
> **ACCOMPAGNEMENT
DES VICTIMES**

PUBLICS VISÉS
> **TOUS PUBLICS**
> **STRUCTURES
ASSOCIATIVES**

CONTACT

www.le-girofard.org/

> 09.78.80.81.96

> contact@le-girofard.org

LE GIROFARD

MISSION

Le Girofard est le centre pour les personnes **Lesbiennes, gays, bi, trans intersexe, non binaire et leurs allié-e-s de Bordeaux**. Il a pour objectif d'être un lieu d'accueil, d'écoute et de convivialité.

ACTIONS PHARES

> **Accueil individuel :**

• Permanences : lieu d'écoute, de discussion, d'échanges et de convivialité.

- Entretien et écoute par mail ou par téléphone
- Conseils juridiques
- Permanence santé pour les personnes trans
- Accompagnement des demandeurs d'asiles LGBTQI+
- Tabacologie

> **Temps collectifs de convivialité**

> **Formations et Interventions :**

- Professionnel
- Etudiant
- Scolaire
- Centre sociaux

Différents angles d'approches et d'outils : « comprendre et accompagner les personnes LGBT+ », « le vocabulaire inclusif », escape game, tenu de stand, quizz, expositions, etc.

HAUT CONSEIL À L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

MISSION

Le Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes (HCE) est une instance consultative indépendante française, créée le 3 janvier 2013 et placée auprès du Premier ministre. Le HCE a été inscrit dans la loi relative à l'égalité et la citoyenneté du 27 janvier 2017 qui a renforcé ses missions.

La loi prévoit également que le Haut Conseil à l'Égalité rend public, tous les ans, un rapport portant sur l'état du sexisme en France. Il a pour fonction d'être un lieu de réflexion, d'évaluation et de proposition sur la politique des droits des femmes et des inégalités entre les femmes et les hommes dans les domaines politiques, économiques, culturels et sociaux.

ACTIONS PHARES

> **Publication d'un rapport annuel** sur l'état du sexisme en France.

> **Contribution à l'évaluation des politiques publiques** qui concernent l'égalité entre les femmes et les hommes.

> **Évaluation des études d'impact des lois,** règlements, documents d'évaluation des lois de finances et des lois de financement de la sécurité sociale.

> **Recueil et diffusion** d'analyses, d'études et de recherches françaises, européennes et internationales relatives à l'égalité entre les femmes et les hommes.

> **Formulation de recommandations,** d'avis et proposition de réformes au Premier ministre.

INSTITUTION PUBLIQUE

TERRITOIRE D'INTERVENTION
NATIONAL

DOMAINE D'INTERVENTION
> DROIT

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
> SEXE/GENRE/
ORIENTATION SEXUELLE

TYPES D'INTERVENTION
> SENSIBILISATION/
INFORMATION
> CHANGEMENT
DES PRATIQUES

PUBLICS VISÉS
> PROFESSIONNELS

CONTACT

www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/

> 01 42 75 86 91

> haut-conseil-egalite@pm.gouv.fr

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
RÉGIONAL

DOMAINE D'INTERVENTION
> EMPLOI/INSERTION/
FORMATION

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
> SANTÉ/PHYSIQUE
> IDENTITÉ/ÉTAT CIVIL/
SITUATION SOCIO-
ÉCONOMIQUE

TYPES D'INTERVENTION
> FORMATION
> SENSIBILISATION/
INFORMATION
> CHANGEMENT
DES PRATIQUES

PUBLICS VISÉS
> STRUCTURES
D'INSERTION PAR
L'ACTIVITÉ
ÉCONOMIQUE

CONTACT

www.inae-nouvelleaquitaine.org
> 05 57 89 01 10
> contact@inae-nouvelleaquitaine.org

INAE

AGIR ENSEMBLE POUR L'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

MISSION

- > Être le porte-parole de l'IAE
 - Représentation aux instances spécifiques du secteur de l'IAE (Insertion par l'Activité Economique), de l'ESS et de la sphère économique.
 - Participation aux travaux et débats portant sur l'emploi et l'insertion.
 - Développement de coopérations pour favoriser l'insertion, la formation et les achats responsables.
 - Mise en réseau des acteurs.
- > Professionnaliser et accompagner
 - Accompagner la double dimension économique et sociale de l'IAE.
 - Renforcer les pratiques d'accompagnement socio-professionnel.
 - Soutenir la qualification des SIAE pour renforcer les compétences des salariés permanents.
 - Sécuriser les parcours d'insertion.
- > Observer et promouvoir l'IAE
 - Démontrer le poids territorial de l'IAE et son efficience.
 - Faire connaître les initiatives et innovations des SIAE.
 - Assurer une veille et informer de l'actualité du secteur.
 - Vulgariser l'IAE et rendre lisible et visible les projets aux citoyens élus et partenaires.
- > Impulser l'émergence
 - Anticiper les évolutions sociétales, économiques et réglementaires.
 - Faciliter l'évolution de l'IAE pour qu'elle demeure une réponse pertinente aux enjeux et besoins sociaux territoriaux.
 - Favoriser le développement d'activités et d'emplois en faveur des personnes exclues du marché du travail.

ACTIONS PHARES

Rendez-vous de INAE
en visio « comprendre et lutter contre les stéréotypes dans l'IAE » à destination des professionnels des structures IAE (trois webinaires par an).

INFODROITS

MISSION

Forte d'une expérience de 30 ans, Infodroits est une association généraliste dont l'objectif est de promouvoir l'accès aux droits pour tous. Ainsi, elle est habilitée à traiter de toutes les questions juridiques dans tous les domaines (droits du travail, de la famille, de la consommation, pénal, des successions, des étrangers, etc.).

Les permanences permettent un accueil, une écoute, une information et une orientation des usagers qui sont reçus lors d'entretiens gratuits et confidentiels. Même si elles s'adressent à tous les individus de tous âges, ces permanences visent plus particulièrement un public fragilisé sur le plan économique et social.

Infodroits anime de nombreuses permanences dans la quasi-totalité des départements de la région Nouvelle-Aquitaine.

ACTIONS PHARES

> Information

L'association répond aux questions juridiques des citoyens par téléphone, par mail, via leur site ou lors de permanences.

> Permanences Téléphoniques

Uniquement à destination des professionnels, l'association assure une permanence téléphonique pour apporter une réponse rapide

aux questions des travailleurs sociaux de votre structure.

> Permanences itinérantes

Permanences rurales et urbaines dans les Points d'Accès au Droit, Espaces France Services, Maisons de services au particulier à destination des particuliers.

> Permanences dans les structures pénitentiaires

A la demande des SPIP, permanences pour les personnes détenues sur les questions relatives à leur vie quotidienne.

> Permanences numériques

L'association accompagne les usagers dans leurs démarches administratives dématérialisées.

> Permanences "invisibles"

L'association assure l'accompagnement juridique des personnes suivies par les structures d'aides à l'insertion ou des banques alimentaires.

> Action de sensibilisation au droit

Pour les enfants, les adolescents, les adultes, en partenariat avec l'éducation nationale, les communes et les ALSH.

> Formation

Pour les professionnels de terrain : élus, travailleurs sociaux, formateurs, assistants maternels, associations, des formations sont proposées sur la responsabilité, le droit du travail, le droit des étrangers etc.

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
NATIONAL
RÉGIONAL
DÉPARTEMENTAL

DOMAINE D'INTERVENTION
> DROIT

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
TOUTES
DISCRIMINATIONS

TYPES D'INTERVENTION
> SENSIBILISATION/
INFORMATION
> FORMATION
> ACCOMPAGNEMENT
DES VICTIMES

PUBLICS VISÉS
> TOUS PUBLICS
> PROFESSIONNELS

CONTACT

<https://infodroits.org/>
> 05 56 45 25 21
> contact@infodroits.org

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
NATIONAL

DOMAINE D'INTERVENTION
> DROIT

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
TOUTES
DISCRIMINATIONS

TYPES D'INTERVENTION
> SENSIBILISATION/
INFORMATION

PUBLICS VISÉS
> JEUNES
(COLLÉGIENS ET
LYCÉENS)

CONTACT

<https://initia droit.com/>
> 01 44 32 48 44
> contact@initia droit.com

INITIADROIT

MISSION

InitiaDROIT est une association créée en 2005 composée d'avocats bénévoles dont la mission est de sensibiliser les collégiens et lycéens au droit, participant ainsi à une prévention sociale.

ACTIONS PHARES

Sensibilisation :

Intervention dans des établissements scolaires de la 6^{ème} à la terminale sur les thèmes des discriminations, de la laïcité, de l'égalité femmes-hommes, le droit des étrangers, etc.

INTER-LGBT

MISSION

L'Interassociative lesbienne, gay, bi et trans ou Inter-LGBT, créée sous le nom de Lesbian & Gay Pride Île-de-France en 1999, est une fédération d'une soixantaine d'associations militant pour les droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres. Plus particulièrement, elle se donne pour but de lutter contre les discriminations fondées sur les mœurs, l'orientation sexuelle ou l'identité de genre.

ACTIONS PHARES

Elle organise la Marche des fiertés lesbiennes, gaies, bi et trans, le Printemps des assocés (conférence et salon), la Quinzaine des fiertés, et d'autres interventions publiques ; elle participe également au dialogue politique et social. Elle soutient des projets inter-associatifs et favorise à la fois la visibilité des associations LGBT et l'émergence d'une stratégie collective.

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
NATIONAL

DOMAINE D'INTERVENTION

> SOCIAL

> DROIT

> SANTÉ

> ÉDUCATION

DISCRIMINATIONS TRAITÉES

> SEXE/GENRE/
ÉDUCATION SEXUELLE

TYPES D'INTERVENTION

> SENSIBILISATION/
INFORMATION

> ACCOMPAGNEMENT
DES VICTIMES

> CHANGEMENT
DES PRATIQUES

PUBLICS VISÉS

> PERSONNES LGBT+

CONTACT

www.inter-lgbt.org/

> contact@inter-lgbt.org

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
NATIONAL

DOMAINE D'INTERVENTION
TOUS LES DOMAINES

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
TOUTES
DISCRIMINATIONS

TYPES D'INTERVENTION
> **SENSIBILISATION/
INFORMATION**
.....
> **FORMATION**
.....
> **CHANGEMENT
DES PRATIQUES**

PUBLICS VISÉS
> **PROFESSIONNELS**

CONTACT

www.irdsu.net
> 02 40 89 10 18
> administration@irdsu.net

IR-DSU

INTER RÉSEAU DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN

MISSION

L'IR-DSU est un réseau qui réunit des professionnels engagés pour le développement des quartiers et des villes de la Politique de la ville. Basé sur le partage d'expériences et la mutualisation, il vise à promouvoir les démarches de développement territorial durable, participatif et solidaire ; soutenir les professionnels du développement social et urbain dans leurs missions ; participer à la structuration des métiers et de l'ingénierie du développement territorial et peser dans le débat public.

L'Inter Réseau du Développement Social Urbain se mobilise depuis de nombreuses années pour lutter contre toutes les formes de discriminations, en particulier celles liées à l'origine et au territoire.

ACTIONS PHARES

> Création et animation d'un réseau

Construction et émergence d'un réseau d'élus locaux mobilisés contre les discriminations et réalisation d'une étude de nouveaux formats pour inclure les premiers concernés dans cette politique publique.

> Formation

Formations spécifiques pour les professionnels de collectivités leur permettant de poser un cadre de travail et d'engager des dynamiques sur la lutte contre les discriminations sur leur territoire.

> Animation

Co-organisation d'une journée de séminaire sur la mission prévention et lutte contre les discriminations : de la théorie à la pratique, en 2018 et d'une autre journée destinés aux élu.e.s locaux pour faire face à la lutte contre les discriminations : constats et perspectives, en 2016.

> Expérimentation

Co-organisation d'une expérimentation d'une durée de 3 ans sur 5 territoires sur l'égalité et la lutte contre les discriminations "Une voix(e) commune contre les discriminations" de 2014 à 2017.

> Ressources

Mise à disposition sur le site de ressources et d'articles sur la thématique.

LA CRAVATE SOLIDAIRE

MISSION

La Cravate Solidaire est un réseau d'associations qui œuvre pour l'égalité des chances et dans la lutte contre les discriminations à l'embauche, notamment celles liées à l'apparence physique. L'objectif est de permettre à des candidats de réussir leurs entretiens dans les meilleures conditions et de redonner confiance à ceux qui en ont besoin en leur permettant de s'approprier les codes de l'entreprise grâce à une méthode concrète et innovante. Le réseau agit également pour changer le regard et les pratiques des recruteurs pour un recrutement plus inclusif.

ACTIONS PHARES

> Accompagnement

L'association propose un accompagnement "Coup de Pouce" pour redonner confiance aux candidats, leur transmettre les codes vestimentaires, verbaux et non verbaux de l'entreprise et maximiser leur chance de réussite à l'entretien. L'association propose également des ateliers collectifs qui sont des modules participatifs de sensibilisation sur la recherche d'emploi et les codes qui y sont associés. Ils se déroulent pour la plupart chez leurs partenaires, les lycées, les collèges, etc.

> Projet itinérant

La Cravate Solidaire Mobile est un projet innovant qui a pour but de faire tomber les

barrières à la mobilité des personnes en recherche d'emploi (temps de transport, coût du transport, barrières mentales, etc.) en se déplaçant sur les territoires pour proposer des ateliers Coup de Pouce Mobile. Le camion aménagé en dressing et son équipe sillonnent le territoire girondin à l'heure actuelle pour accompagner les personnes en recherche d'emploi lors d'ateliers individualisés de 2h.

> Mobilisation des entreprises

Pour œuvrer en faveur de l'égalité des chances et contribuer à des pratiques non discriminantes, l'association intègre les entreprises et ses collaborateurs dans son projet social. L'organisation de collecte en entreprise permet de créer un premier déclic chez le plus grand nombre, les sessions de tri permettent d'approfondir la relation en découvrant une partie du projet de l'association, et enfin le mécénat de compétence ponctuel permet d'intégrer les salariés à la vie de l'association en partageant leur expérience avec les bénéficiaires et en découvrant également des parcours de vie à même de changer le regard sur un public en difficulté.

> Formation & sensibilisation

La Cravate Solidaire propose des sessions de formation (Organisme de Formation) et de sensibilisation à destination des recruteurs professionnels afin de les accompagner vers un recrutement plus inclusif. L'association utilise des outils innovants et ludiques (mise en situation, gamification, fresque,...) et est certifiée Qualiopi.

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
NATIONAL/LOCAL

DOMAINE D'INTERVENTION
> EMPLOI/INSERTION/
FORMATION
> SOCIAL

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
> SANTÉ/PHYSIQUE
> ORIGINE

TYPES D'INTERVENTION
> SENSIBILISATION/
INFORMATION
> FORMATION
> CHANGEMENT
DES PRATIQUES

PUBLICS VISÉS
> TOUS PUBLICS
EN INSERTION
PROFESSIONNELLE

CONTACT

lacravatesolidaire.org
> renaud.ehret@lacravatesolidaire.org
lacravatesolidaire.org

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
NATIONAL/RÉGIONAL

DOMAINE D'INTERVENTION
> DROIT

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
> ORIGINE
> CROYANCES

TYPES D'INTERVENTION
> SENSIBILISATION/
INFORMATION
> ACCOMPAGNEMENT
DES VICTIMES

PUBLICS VISÉS
> TOUS PUBLICS

CONTACT

www.licra.org
> 01 45 08 08 08

LA LICRA

LIGUE INTERNATIONALE CONTRE LE RACISME ET L'ANTISÉMITISME

MISSION

La Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) est une association luttant contre le racisme et l'antisémitisme en France, mais également sur le plan international en mettant en place des campagnes de sensibilisation, des actions sur le terrain et en aidant les personnes discriminées ou marginalisées.

ACTIONS PHARES

Sensibilisation / Information

Chaque année, la LICRA diffuse plus de 360 000 dépliants dans les lieux d'accueil de la police et de la gendarmerie afin d'informer les victimes sur leurs droits. La LICRA a également bâti avec les professionnels de la justice et du droit des partenariats étroits qui ont permis de sensibiliser les personnels de police et de gendarmerie à la question des discriminations.

> **Accompagnement des victimes**

La LICRA propose une permanence juridique

gratuite et personnalisée au siège et dans ses sections locales à l'attention des plaignants ou des témoins de faits de racisme, d'antisémitisme ou de xénophobie. La LICRA dispose également d'un réseau de plus de 100 avocats militants et bénévoles, répartis sur tout le territoire. Ce réseau se mobilise dès lors qu'une affaire de racisme ou d'antisémitisme est portée en justice ou que des poursuites sont engagées.

> **Éducation auprès des jeunes**

Les militants de la LICRA développent leur travail auprès des élèves selon 4 axes :

- Les valeurs fondamentales de la République : la liberté, l'égalité, la fraternité et la laïcité.
- La lutte contre la banalisation de la haine. Chaque mot, injure, dérapage ou geste à caractère raciste ou antisémite doit être combattu dès l'origine pour éviter une escalade et des dérives dont chacun sait qu'elles peuvent conduire à l'affrontement.
- La lutte contre les théories du complot, les dérives identitaires et communautaristes qui l'accompagnent.
- La mise en place d'outils pédagogiques adaptés aux différents publics.

LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT

MISSION

La Ligue de l'enseignement propose des activités éducatives, culturelles, sportives et de loisirs. La lutte contre les discriminations est un objectif affirmé de l'éducation nationale et une priorité d'intervention de la Ligue de l'enseignement.

ACTIONS PHARES

Informer / Sensibiliser

Intervention en milieu scolaire pour sensibiliser à la lutte contre les discriminations et aux valeurs de tolérance avec des ateliers, des débats ou des conférences d'échange et de réflexion sur les questions de discrimination (relations filles/garçons, homophobie, sexisme, racisme, etc...)

> Former

Programme de formation "prévention des discriminations" auprès des professionnels. Cette formation vise à répondre aux besoins

d'information et d'accompagnement sur la prévention et la lutte contre les discriminations dans les situations professionnelles au quotidien.

> Jouons la carte de la fraternité :

Chaque année, la Ligue de l'enseignement anime « Jouons la carte de la fraternité », une opération de sensibilisation au respect et à la tolérance sur la base d'ateliers d'écriture et d'analyse de photographies :

- Éducation à la lecture d'images,
- Débat avec les enfants sur les différentes formes de discrimination,
- Animation d'un atelier d'écriture finalisé par une correspondance.

Cette opération consiste, pour les jeunes, les enfants, les adultes à déconstruire certaines représentations sur différents sujets de société. Le travail se fait grâce à l'analyse de photographies et à la rédaction de textes en atelier d'écriture.

Le principe de l'opération repose sur des cartes postales faites à partir de photos d'artistes sur le thème de la fraternité, ayant pour objectif d'être adressées aux habitants du département afin de leur partager quelques mots.

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
NATIONAL/RÉGIONAL/
DÉPARTEMENTAL

DOMAINE D'INTERVENTION
> ÉDUCATION
> SPORT/CULTURE
/LOISIRS

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
TOUTES
DISCRIMINATIONS

TYPES D'INTERVENTION
> SENSIBILISATION/
INFORMATION
> FORMER

PUBLICS VISÉS
> JEUNES
> PROFESSIONNELS

CONTACT

<https://laligue.org/>
> 01 43 58 95 00

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
NATIONAL/LOCAL

DOMAINE D'INTERVENTION
> DROIT

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
TOUTES
DISCRIMINATIONS

TYPES D'INTERVENTION
> SENSIBILISATION/
INFORMATION
> ACCOMPAGNEMENT
DES VICTIMES

PUBLICS VISÉS
> TOUS PUBLICS

CONTACT

www.ldh-france.org
> ldh@ldh-france.org

LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

MISSION

Association de la loi de 1901, la Ligue française de défense des droits de l'Homme, « LDH », regroupe les femmes et les hommes de tous horizons et toutes conditions, qui choisissent librement de s'associer afin de réfléchir, discuter, agir pour la défense des droits et libertés, de toutes et de tous. L'association combat l'injustice, l'illégalité, l'arbitraire, l'intolérance, toute forme de racisme et de discrimination fondée sur le sexe, l'orientation sexuelle, les mœurs, l'état de santé ou le handicap, les opinions politiques, philosophiques et religieuses, la nationalité, et plus généralement toute atteinte au principe fondamental d'égalité entre les êtres humains. Il existe en Nouvelle-Aquitaine une vingtaine de sections ou de fédérations locales qui proposent des services d'information et d'accompagnement.

ACTIONS PHARES

> Mobilisation/ Information

Actions ponctuelles (rassemblement, manifestations, pétitions...) visant à informer ou à faire respecter les droits et libertés lorsque ceux-ci sont mis en danger.

> Sensibilisation / Information

Intervention auprès d'élèves pour les sensibiliser sur la question des droits et libertés, permanences juridiques et veille au respect des libertés par la police et la justice.

> Accompagnement des victimes

Intervention devant les tribunaux aux côtés des victimes de discriminations.

MAISON DES FEMMES

MISSION

Créée en 2001, la Maison des Femmes de Bordeaux est un lieu d'accueil, d'écoute, d'information et d'orientation anonyme et gratuit. L'association accueille et accompagne exclusivement des femmes, rencontrant des problématiques socio-économiques, professionnelles, de santé et des femmes victimes de violences sexistes, sexuelles et conjugales. L'accueil se fait sur permanences, lors des horaires d'ouverture et notamment sur RDV. L'association intervient auprès de publics scolaires et professionnel. le.s pour sensibiliser et former sur ces problématiques. La Maison des Femmes est également un centre de documentation et de ressources sur les féminismes et les droits des femmes, propose des débats, des rencontres régulières, un cycle de films de femmes, des ateliers (relaxation, arts plastiques, couture, anglais), des groupes de réflexion, sans oublier des soirées conviviales.

ACTIONS PHARES

> Accueillir, écouter, accompagner

Accueil des femmes victimes de violences conjugales, sexistes et sexuelles avec ou sans enfants, des femmes rencontrant des problématiques socio-économiques, professionnelles, administratives, assuré par une équipe professionnelle qualifiée (salariée et bénévoles) qui les informe, les oriente et les accompagne.

> Activités culturelles et animations

La Maison des Femmes propose des ateliers d'initiations, de sensibilisations qui

s'articulent autour de thématiques liées à leurs parcours d'insertion socio-professionnelle, de rupture avec l'isolement et l'exclusion. Ils ont un objectif de bien-être, de proposer un espace d'apaisement, pour prendre soin de soi et prodiguer des conseils dans ce sens. Ils permettent également de valoriser les savoirs faire de chacune, de remettre les femmes au centre de leurs vies, possibles par le développement de liens sociaux, des rencontres qui favorisent les échanges d'expériences.

> Actions de formation et sensibilisation au niveau départemental

Animations de plusieurs séquences d'information, de prévention ou de sensibilisation à destination de différents publics tels que les jeunes, les étudiant.e.s, les structures pour jeunes adultes et adultes. Sont abordés : les diverses formes de violences, l'état d'emprise, les conséquences physiques et psychiques, les éléments de repérage, les attitudes à adopter, l'égalité et les droits ainsi que des éléments d'accompagnement et d'orientation.

> Centre de documentation sur les droits des femmes et le féminisme

La Maison des Femmes est un lieu de ressources, d'échange de savoirs et de sensibilisation autour des questions qui touchent aux droits des femmes et au féminisme. La documentation est spécifique des problématiques liées aux droits des femmes.

> Mobilisation

Organisation et participation à des événements tels que des vernissages, des expositions, des performances, des projections, des concerts ou encore des festivals.

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
DÉPARTEMENTAL/
LOCAL

DOMAINE D'INTERVENTION

> SOCIAL
> SPORT/CULTURE/
LOISIRS
> SANTÉ
> DROIT

DISCRIMINATIONS TRAITÉES

> SEXE/GENRE/
ORIENTATION SEXUELLE
> ORIGINE
> IDENTITÉ/ÉTAT CIVIL /
SITUATION ÉCONOMIQUE

TYPES D'INTERVENTION

> SENSIBILISATION/
INFORMATION
> ACCOMPAGNEMENT
DES VICTIMES

PUBLICS VISÉS
> LES FEMMES

CONTACT

maisondesfemmes.net
> 05 56 51 30 95
> maison.des.femmes@wanadoo.fr

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
RÉGIONAL

DOMAINE D'INTERVENTION
> SANTÉ
.....
> SOCIAL

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
> SANTÉ/PHYSIQUE
.....
> SEXE/GENRE/
ORIENTATION SEXUELLE

TYPES D'INTERVENTION
> SENSIBILISATION/
INFORMATION
.....
> ACCOMPAGNEMENT
DES VICTIMES

PUBLICS VISÉS
> TOUS PUBLICS

CONTACT

www.planning-familial.org/fr/le-planning-familial-federation-nouvelle-aquitaine-830
> 05.56.52.05.58
> contact@planning-familial-na.org

MFPF

FÉDÉRATION RÉGIONALE NOUVELLE-AQUITAINE DU MOUVEMENT FRANÇAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL

MISSION

La Fédération régionale Nouvelle-Aquitaine du Planning Familial est une association loi 1901 qui réunit l'ensemble des associations départementales du Planning dans la région.

Le Planning Familial lutte au quotidien contre les inégalités en développant partout en France, mais aussi à l'international, des programmes d'interventions qui concernent les différents niveaux de prévention allant de la prévention primaire à la prévention de la récurrence. Le Planning est inscrit dans un maillage territorial de proximité, et dans la question des violences sexuelles les partenariats localement sont importants et riches.

Le Planning agit auprès des enfants et des communautés éducatives, des adolescent.e.s et des équipes professionnelles et associatives qui les accompagnent, des jeunes adultes et des personnes en charge des dispositifs qui les accueillent, des femmes et des hommes adultes et des intervenant.e.s institutionnels et associatifs qui les reçoivent, des victimes de violences et des auteurs de violences.

ACTIONS PHARES

> **Écoute et accompagnement** des victimes de violences sexistes et sexuelles au sein des centres d'informations et lors des consultations médicales dans les centres de planification.

> **Mobilisation**

Campagnes de lutte contre les violences, le sexisme, les inégalités et les stéréotypes ainsi que des rassemblements et des ciné-débats.

MRAP

MOUVEMENT CONTRE LE RACISME ET POUR L'AMITIÉ ENTRE LES PEUPLES

MISSION

Le **Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP)** est une association française créée en 1949 par d'anciens résistants et déportés de la Seconde Guerre mondiale, qui se définit comme un moyen de revendication pour « l'égalité des droits entre tous les citoyens ».

L'action du MRAP s'exerce en faveur d'**immigrés légaux ou illégaux, demandeurs d'asile, de Roms, de gens du voyage, de Juifs, de Français d'origine étrangère, d'homosexuels**. Il intente également des actions contre les discriminations racistes dans le travail, le logement, les loisirs.

ACTIONS PHARES

> Accueil

Le MRAP aide les populations immigrées dans leurs démarches administratives liées au séjour et défend les victimes d'actes ou propos racistes.

> Mobilisation

Organisation de manifestations, de meetings et de marche sur la lutte contre les discriminations.

> Sensibilisation / Information

Mise en place d'actions préventives d'éducation à la citoyenneté dans les établissements scolaires.

> Accompagnement des victimes

Le MRAP dépose des plaintes et/ou se constitue partie civile pour accompagner les victimes de racisme et de discriminations.

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
NATIONAL

DOMAINE D'INTERVENTION
> DROIT

DISCRIMINATIONS TRAITÉES-
TOUTES
DISCRIMINATIONS

TYPES D'INTERVENTION
> SENSIBILISATION/
INFORMATION
> ACCOMPAGNEMENT
DES VICTIMES

PUBLICS VISÉS
> TOUS PUBLICS

CONTACT

<https://mrap.fr/>
> 01 53 38 99 99
> accueil@mrap.fr

COLLECTIF MILITANT

TERRITOIRE D'INTERVENTION
NATIONAL

DOMAINE D'INTERVENTION
> DROIT

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
> SEXE/GENRE/
ORIENTATION SEXUELLE

TYPES D'INTERVENTION
> SENSIBILISATION/
INFORMATION
.....
> FORMER
.....
> CHANGER LES
PRATIQUES

PUBLICS VISÉS
> FEMMES & ENFANTS

CONTACT

www.noustoutes.org
> contact@noustoutes.org

#NOUSTOUTES

MISSION

#NousToutes est un collectif féministe ouvert à toutes et tous, constitué d'activistes bénévoles dont l'objectif est d'en finir avec les violences sexistes et sexuelles dont sont victimes les femmes et les enfants en France.

ACTIONS PHARES

> Sensibilisation / Information

#NousToutes s'attache à sensibiliser, former aux enjeux de la lutte contre les violences sexistes et sexuelles tout au long de l'année à travers des enquêtes, des actions nationales et locales.

> Mobilisation

Organisation chaque année de grandes actions et mobilisations dans l'espace public et sur les réseaux sociaux afin de sensibiliser l'opinion publique aux faits et mécanismes des violences sexistes et sexuelles.

> Formation

Organisation de formations en ligne ayant pour objectif de donner des éléments pour comprendre les violences sexistes et sexuelles et leur caractère systémique. Les formations durent entre 2h et 2h30 et chaque formation peut accueillir jusqu'à 1000 personnes.

OBSERVATOIRE DES INÉGALITÉS

MISSION

L'Observatoire des inégalités est un organisme indépendant de toute institution, entreprise privée ou autre organisation. Fondé en 2003, il dresse un état des lieux des inégalités en France, en Europe et dans le monde.

ACTIONS PHARES

> Information

Production de rapports, de dossiers, d'articles et d'analyses sur les inégalités et diffusés

sur le site internet.

> Sensibilisation

Animation d'ateliers pédagogiques à partir de 11 ans, créations de vidéos et d'affiches pour les jeunes, livret pédagogique, mise à disposition d'exposition et d'affiches, création d'une boîte à outils pédagogique (le monopoly des inégalités).

> Formation

Le département Formation de l'Observatoire des inégalités a été fondé en 2008.

Il transmet les méthodes et les savoirs acquis depuis vingt ans sur la question des inégalités, de l'état des lieux à la compréhension des mécanismes qui les engendrent et leurs conséquences. Il vise un public de professionnels diversifié, du monde de l'entreprise, des collectivités locales, des associations, des permanents et militants syndicaux, des professionnels de la santé et de l'action sociale, etc.

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
NATIONAL

DOMAINE D'INTERVENTION
TOUS LES DOMAINES

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
TOUTES
DISCRIMINATIONS

TYPES D'INTERVENTION
> SENSIBILISATION/
INFORMATION

PUBLICS VISÉS
> TOUS PUBLICS
> PROFESSIONNELS

CONTACT

<https://inegalites.fr>
> 02 47 44 63 08
> contacts@inegalites.fr

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
RÉGIONAL

DOMAINE D'INTERVENTION
TOUS LES DOMAINES

DISCRIMINATIONS TRAITÉES-
> SANTÉ/PHYSIQUE
> SEXE/GENRE/
ORIENTATION SEXUELLE

TYPES D'INTERVENTION
> SENSIBILISATION/
INFORMATION
> ACCOMPAGNEMENT
DES VICTIMES

PUBLICS VISÉS
> TOUS PUBLICS

CONTACT

www.observatoire-violences-nouvelleaquitaine.fr
> observatoire.violences-na@gmail.com
> alexandra.duv@gmail.com

OBSERVATOIRE DES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES DE NOUVELLE-AQUITAINE

MISSION

L'Observatoire des violences sexistes et sexuelles de Nouvelle-Aquitaine est un observatoire régional, créé en 2021, sous l'impulsion de l'État et de la Région Nouvelle-Aquitaine.

Il répond à la demande des partenaires réunis à l'occasion du Grenelle contre les violences conjugales de 2019 et présente trois objectifs :

- > élaborer un diagnostic partagé,
- > mutualiser les outils et les bonnes pratiques,
- > impulser des expérimentations.

ACTIONS PHARES

Les actions phares de l'observatoire des violences sexuelles et sexistes de Nouvelle-Aquitaine consiste à :

- > Fournir de l'information, des préconisations, des chiffres et des ressources au public par la publication d'études, de rapports, de recherches-actions, de fiches concepts, d'outils et de guides sur le sujet ;
- > Mettre en réseau les acteurs et assurer le partage de bonnes pratiques ;
- > Sensibiliser le public et faire de la prévention ;
- > Accompagner et évaluer les politiques publiques.

PROMOTION SANTÉ NOUVELLE-AQUITAINE

MISSION

Promotion Santé Nouvelle-Aquitaine est une association assurant une mission de service public dans le cadre de la politique de santé publique définie du niveau national au niveau local. Elle vise la santé pour tous, en agissant pour réduire les inégalités sociales de santé. Elle met en avant une démarche positive et non stigmatisante, le respect des choix et des possibilités de chacun, la compréhension des contraintes de chacun, et refuse toute approche moraliste ou culpabilisante.

Elle offre un appui aux acteurs sociaux, médicaux, sanitaires et éducatifs en matière d'éducation et de promotion de la santé. Elle développe des actions en direction de publics variés (jeunes, personnes âgées, personnes en situation de précarité, salariés en entreprise) et contribue également à l'orientation des stratégies de santé publique en Nouvelle-Aquitaine. Les antennes assurent un rôle local de référent et de centre de ressources.

ACTIONS PHARES

Information / Sensibilisation

Promotion santé dispose d'un espace

ressources intitulé "Lutter contre les stéréotypes, prévenir les discriminations auprès des jeunes".



Cette sélection de ressources documentaires et pédagogiques a pour objectif d'offrir une base commune de travail et de réflexion, et d'apporter une connaissance fiable et actualisée.

L'offre comporte des documents d'information, outils pédagogiques, revues, veille, recherches documentaires, portail documentaire et ateliers.

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
RÉGIONAL

DOMAINE D'INTERVENTION
> SANTÉ
> ÉDUCATION

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
> SANTÉ/PHYSIQUE

TYPES D'INTERVENTION
> SENSIBILISATION/
INFORMATION

PUBLICS VISÉS
> TOUS PUBLICS
> PROFESSIONNELS

CONTACT

promotion-sante-na.org
> communication@promotion-sante-na.org

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
RÉGIONAL

DOMAINE D'INTERVENTION

> ÉDUCATION

> SOCIAL

> SPORT/LOISIRS/
CULTURE

DISCRIMINATIONS TRAITÉES

> ORIGINE

> IDENTITÉ/ÉTAT CIVIL/
SITUATION

SOCIO-ÉCONOMIQUE

TYPES D'INTERVENTION

SENSIBILISATION/
INFORMATION

PUBLICS VISÉS

> TOUS PUBLICS

CONTACT

www.rahmi.fr

> 05 57 57 22 13

> admin@rahmi.fr

RAHMI

RÉSEAU DES ACTEURS DE L'HISTOIRE ET DE LA MÉMOIRE DE L'IMMIGRATION

MISSION

Le Rahmi œuvre à la sauvegarde, à la connaissance et à la reconnaissance de l'histoire et de la mémoire de l'immigration afin d'en faire évoluer les représentations et de combattre les préjugés.

ACTIONS PHARES

> Information / sensibilisation

Collectes et valorisation de la mémoire orale de l'immigration

en Nouvelle-Aquitaine, recensement et valorisation de lieux porteurs de la mémoire des populations immigrées en Nouvelle-Aquitaine, recueil d'archives variées, aide à la publication et centre de ressources sur l'histoire de l'immigration régionale.

> Mobilisation

Co-création et co-animation de manifestations culturelles, participation à la réalisation d'expositions, accompagnement d'actions et montage de projets pédagogiques mêlant histoire de l'immigration et pratiques artistiques et/ou média (réalisation de courts-métrages, de podcasts...).

RÉSEAU RÉCI

RESSOURCES POUR L'ÉGALITÉ DES CHANCES ET L'INTÉGRATION

MISSION

Le Réseau RECI (Ressources pour l'Égalité des Chances et l'Intégration) est composé de structures intervenant dans le domaine de l'immigration, l'intégration et/ou de la prévention contre les discriminations liées à l'origine. Par la constitution de ce réseau, il s'agit de favoriser une action collective et mutualisée sur l'immigration, l'intégration et la prévention des discriminations.

Le Réseau RECI intervient donc par mutualisation et capitalisation des connaissances sur la base des ressources disponibles (existantes et/ou produites par chacune des structures). Par son action, il vise à optimiser, favoriser l'action des acteurs et se dote d'un espace ressources et de ressourcement (y compris pour les membres du réseau).

ACTIONS PHARES

> Espace ressources

Mise à disposition d'une base de données mutualisée regroupant plus de 20 milles notices

bibliographiques (articles, rapports publics, ouvrages, supports multimédias...) sur les thématiques de l'intégration, des migrations et de la lutte contre les discriminations.

La base est accessible à tous et gratuite.

> Production de connaissances

Les membres du réseau RECI produisent de nombreux rapports, articles, synthèses, réflexions et travaux sur les thématiques de la lutte contre les discriminations.

> Temps d'échanges

Organisation de séminaires de réflexion permettant une mise en commun et en perspective des analyses et la diffusion de ces connaissances.

> Sensibilisation et qualification

Mise en place d'actions de sensibilisation auprès des acteurs publics, privés et associatifs.

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION NATIONAL

DOMAINE D'INTERVENTION TOUS LES DOMAINES

DISCRIMINATIONS TRAITÉES TOUTES DISCRIMINATIONS

TYPES D'INTERVENTION
> SENSIBILISATION/
INFORMATION
> FORMATION
> CHANGEMENT
DES PRATIQUES

PUBLICS VISÉS
> TOUS PUBLICS
> PROFESSIONNELS

CONTACT

<https://reseau-reci.org>
> contact@reseau-reci.fr

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
NATIONAL

DOMAINE D'INTERVENTION
> DROIT
> ÉDUCATION

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
> ORIGINE
> IDENTITÉ/ÉTAT CIVIL/
SITUATION SOCIO-
ÉCONOMIQUE

TYPES D'INTERVENTION
> SENSIBILISATION/
INFORMATION
> ACCOMPAGNEMENT
DES VICTIMES

PUBLICS VISÉS
> TOUS PUBLICS

CONTACT

<https://reseau-resf.fr/>
> resf@rezo.net

RESF

RÉSEAU ÉDUCATION SANS FRONTIÈRES

MISSION

RESF est un réseau de citoyens appartenant à des collectifs locaux, des syndicats d'enseignants, d'associations de parents d'élèves, de défense des droits de l'homme et des immigrés.

L'enjeu est de gagner la bataille de l'opinion publique, de développer un véritable mouvement actif contre la politique migratoire de tri et de rejet des étrangers.

Le champ des actions RESF s'est élargi à d'autres catégories et problèmes : les jeunes isolés étrangers, l'accueil des étrangers dans les préfectures, les droits de l'enfant, le soutien aux délinquants solidaires.

ACTIONS PHARES

> **Création de pétitions (individuelle ou à portée générale)**

Appel à signature pour soutenir de jeunes scolarisés et familles menacés d'expulsion du territoire par une OQTF (Obligation de quitter le territoire français). La pétition permet de faire connaître ces situations inacceptables au plus grand nombre.

> **Campagne de mobilisation**

RESF développe avec l'ensemble des collectifs du réseau des actions de sensibilisation, de médiatisation, d'interpellation des politiques concernant les situations de mineurs isolés, d'enfants en rétention, d'une famille ou d'un jeune scolarisé.

SOS HOMOPHOBIE

MISSION

SOS homophobie est une association féministe de lutte contre la lesbophobie, la gayphobie, la biphobie, la transphobie et l'intersexophobie, elle s'est développée autour de trois valeurs : bienveillance, inclusion, indépendance et trois missions : soutenir, prévenir, militer.

ACTIONS PHARES

> Écoute des victimes et témoins

Assure un service d'écoute téléphonique nationale anonyme pour les personnes victimes ou témoins, d'actes ou de discriminations lesbophobes, gayphobes, biphobes, transphobes ou intersexophobes. La ligne d'écoute est animée par des bénévoles spécialement formés afin de recueillir les témoignages et d'apporter aux victimes attention, réconfort et pistes de solution dans le plus strict anonymat.

> Soutien juridique aux victimes

L'association compte parmi ses bénévoles des juristes formé-es pour assister les victimes de LGBTIphobies dans leurs démarches juridiques, notamment lors d'un dépôt de plainte ou d'un procès.

> Sensibilisation

Intervention en milieu scolaire et professionnel, organisation d'événements et de débats, participation à des événements et manifestations mondiales, nationales et locales.

> Rapport annuel

Chaque année depuis 1997, SOS homophobie publie son Rapport Annuel sur les LGBTIphobies. Ce dernier est élaboré par les bénévoles à partir des témoignages reçus par les canaux d'écoute de l'association ainsi que du suivi de l'actualité politique, juridique et sociétale. Loin d'être représentatif de toutes les discriminations LGBTIphobes en France, ce document permet néanmoins de visibiliser ces actes, dans le respect des victimes, et de donner la parole à des personnalités engagées dans la lutte contre les LGBTIphobies.

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
NATIONAL

DOMAINE D'INTERVENTION

> DROIT

> SOCIAL

DISCRIMINATIONS TRAITÉES

> SEXE/GENRE/
ORIENTATION SEXUELLE

TYPES D'INTERVENTION

> SENSIBILISATION/
INFORMATION

> ACCOMPAGNEMENT
DES VICTIMES

PUBLICS VISÉS

> TOUS PUBLICS

CONTACT

www.sos-homophobie.org
> 01 48 06 42 41

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
NATIONAL
RÉGIONAL
DÉPARTEMENTAL

DOMAINE D'INTERVENTION
> DROIT
> SOCIAL

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
TOUTES
DISCRIMINATIONS

TYPES D'INTERVENTION
TOUS TYPES
D'INTERVENTION

PUBLICS VISÉS
> TOUS PUBLICS

CONTACT

<https://sos-racisme.org/>
> 01 40 35 36 55
> sosracisme33@gmail.com

SOS RACISME

MISSION

SOS Racisme est une association dont le but est de lutter contre le racisme, l'antisémitisme et plus généralement toutes les formes de discrimination ainsi que de promouvoir le « vivre ensemble ». SOS Racisme, à travers ses projets et ses prises de position, défend l'idéal d'une société dans laquelle chacun a sa place à égale dignité.

ACTIONS PHARES

> Accueil / écoute

Permanence d'accueil et d'écoute de victimes ou s'estimant victimes de racisme ou de discriminations et orientation vers les structures adaptées.

> Aide administrative et soutien juridique

Constitution de dossiers de réclamations pour les victimes de discriminations.

> Sensibilisation

Intervention dans les établissements scolaires ou en structures sociales autour des thématiques de racisme et des discriminations, l'égalité, le respect et le vivre ensemble.

> Testings

Réalisation de testings pratiqués à l'entrée de boîtes de nuit, lieux de loisirs, auprès d'agences immobilières ou d'employeurs potentiels afin de démontrer toute forme de discrimination qui s'y exercerait et faire condamner les auteurs de discriminations.

> Mobilisation

Organisation d'événements culturels tels que des expositions ou des concerts sur la lutte contre le racisme et les discriminations.

SOYONS LE CHANGEMENT

MISSION

L'association a pour but d'instaurer un changement positif dans la société à travers l'accompagnement de jeunes à la découverte de vocation professionnelle.

Elle met en place différents programmes permettant à chaque jeune de faire des choix d'avenir professionnel en adéquation avec ses aspirations, et d'être un acteur impliqué à travers une meilleure connaissance de la société et de lui-même.

ACTIONS PHARES

Le programme Horizon permet aux jeunes inscrits dans des structures jeunesse (collèges, lycées, centres sociaux, missions locales...) d'avoir un accès direct à un champ des possibles plus large, afin de les remotiver, leur permettre de trouver leur orientation professionnelle et acquérir les compétences personnelles pour s'y épanouir.

L'accompagnement se décline en plusieurs modules :

- > une expérimentation de métiers
- > un développement des savoir-être
- > une initiation au montage de projet

Le programme écloZion permet, quant à lui, un parcours d'accompagnement de deux ou six mois à temps complet permettant aux 18-30 ans (sortis du système scolaire) de découvrir différents champs professionnels, d'acquérir des connaissances pluridisciplinaires nécessaires à leur autonomie sociale, citoyenne et professionnelle, de travailler leurs compétences transversales et un savoir-être professionnel sur des temps d'immersion en entreprise.

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
RÉGIONAL
DÉPARTEMENTAL
LOCAL

DOMAINE D'INTERVENTION
> EMPLOI/INSERTION/
FORMATION
.....
> ÉDUCATION

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
TOUTES
DISCRIMINATIONS

TYPES D'INTERVENTION
> SENSIBILISATION/
INFORMATION

PUBLICS VISÉS
> JEUNES DE 13 À 30
ANS EN RISQUE OU EN
DÉCROCHAGE
SCOLAIRE, ISSUS DE
QUARTIERS
PRIORITAIRES ET DE
TERRITOIRES RURAUX,
POTENTIELLEMENT
VICTIMES DE
DISCRIMINATIONS

CONTACT

- > 07 83 03 16 51
- > 87 Quai des Queyries
33100 Bordeaux
- > contact@citizchool.com

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
LOCAL

DOMAINE D'INTERVENTION

> DROIT

> SOCIAL

> SANTÉ

DISCRIMINATIONS TRAITÉES

> SEXE/GENRE/
ORIENTATION SEXUELLE

TYPES D'INTERVENTION

> SENSIBILISATION/
INFORMATION

> ACCOMPAGNEMENT
DES VICTIMES

PUBLICS VISÉS

> PERSONNES
TRANSIDENTITAIRES
ET LEUR ENTOURAGE

CONTACT

> contacttrans3@gmail.com

TRANS 3.0

MISSION

Trans 3.0 est une association créée en février 2013, qui accueille toutes les personnes (ainsi que leurs proches) qui se questionnent sur leur identité de genre et celles qui souhaitent être accompagnées sur des démarches sociales, médicales et administratives. L'association travaille également à l'avancée de la visibilité et des droits des personnes transidentitaires.

ACTIONS

PHARES

> Écoute

L'association permet l'écoute et l'entraide pour les personnes transidentitaires et leur entourage lors de permanences et de moments conviviaux organisés par la structure.

> Accompagnement

L'association accompagne les personnes transidentitaires dans leurs démarches sociales, médicales et administratives.

> Mobilisation

L'association se mobilise pour faire avancer la visibilité des droits des personnes transidentitaires à travers des actions et des participations à des manifestations.

UNADEV

UNION NATIONALE DES AVEUGLES ET DÉFICIENTS VISUELS

MISSION

L'Union Nationale des Aveugles et Déficients Visuels agit depuis 1929 pour améliorer la vie quotidienne des personnes aveugles et malvoyantes et participe à leur épanouissement individuel et collectif. L'Unadev s'engage pour une société inclusive qui fait toute la place à la différence, garantit à tout citoyen le droit de vivre pleinement et lui permet de participer au progrès social.

ACTIONS PHARES

> Écoute et accompagnement

L'Unadev permet l'écoute des personnes aveugles et malvoyantes, notamment par le biais de ces centres régionaux, lieux d'écoute, d'échanges et de rencontres. Des permanences physiques et téléphoniques sont assurées afin d'aider les personnes aveugles ou malvoyantes dans leurs démarches juridiques, administratives et sociales.

> Information

Création du magazine trimestriel d'informations sur le handicap visuel "Lumen", édité par l'Unadev.

> Sensibilisation

L'Unadev participe à diverses manifestations tout au long de l'année. Intervention lors de colloques, de salons professionnels, de manifestations sportives, pour faire entendre la voix des personnes déficientes visuelles et d'informer le public sur ces missions (particuliers ou professionnels). L'Unadev accompagne également les entreprises dans leur démarche d'intégration et plus globalement dans le développement de leur Responsabilité Sociale et Sociétale.

> Mobilisation

Déploiement d'actions comme l'appel à projets de l'Unadev en 2022, sur la thématique de l'insertion professionnelle des personnes aveugles et malvoyantes.

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
NATIONAL

DOMAINE D'INTERVENTION
> SANTÉ
> SOCIAL

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
> SANTÉ/PHYSIQUE

TYPES D'INTERVENTION
TOUS TYPES
D'INTERVENTION

PUBLICS VISÉS
> PERSONNE
DÉFICIENTE VISUELLE

CONTACT

www.unadev.com
> 05 56 33 85 85

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
RÉGIONAL

DOMAINE D'INTERVENTION
> ÉDUCATION
> SPORT/LOISIRS/
CULTURE

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
TOUTES
DISCRIMINATIONS

TYPES D'INTERVENTION
> SENSIBILISATION/
INFORMATION
> FORMATION

PUBLICS VISÉS
> JEUNES
> PROFESSIONNELS

CONTACT

www.francas-na.fr
> contact@francas-na.fr

UNION RÉGIONALE FRANCAS NOUVELLE-AQUITAINE

MISSION

En Nouvelle-Aquitaine, les Francas à travers leurs associations départementales ont une vocation indissociablement éducative, sociale et culturelle. Ils agissent pour l'accès de tous les enfants et de tous les adolescents à des loisirs de qualité, en toute indépendance, et selon le principe fondateur de laïcité qui, au-delà de la tolérance, invite à comprendre l'autre, pour un respect mutuel.

ACTIONS PHARES

> Sensibilisation et éducation

Animations auprès des jeunes sur la lutte contre les discriminations.

UNION RÉGIONALE HLM

MISSION

L'Union régionale HLM fédère **56 organismes en Nouvelle-Aquitaine** qui représentent les familles suivantes

L'Union régionale HLM remplit cinq missions principales:

- > **centre de ressources,**
- > **animation du réseau des acteurs de l'habitat,**
- > **coordination territorialisée,**
- > **participation collective aux politiques locales de l'habitat et représentation locale des organismes HLM,**
- > **appui professionnel et d'assistance technique aux organismes.**

ACTIONS PHARES

> **Exemple sur le Grand Périgueux avec Périgord Habitat**

Le bailleur social Périgord Habitat est membre du réseau de vigilance pour l'égalité de traitement et la non discrimination. Le bailleur social a par ailleurs financé et mis en œuvre :

- une formation à destination de ses conseillers clientèle
- une sensibilisation des membres de la Commission d'Attribution de Logements et d'Examen de l'Occupation des Logements en 2023

> **Exemple à Bruges dans la métropole bordelaise avec Mesolia**

Autonomie et inclusion

Le bailleur Mesolia a co-conçu avec les associations ARI et ABG 2017 des logements à destination de personnes porteuses d'autisme à Bruges dans la métropole bordelaise. 8 studios dédiés sont livrés en 2024 dans cette opération de 99 logements. Afin de limiter les risques d'isolement, un "appartement de convivialité" est construit dans le même îlot que les 8 studios.

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
RÉGIONAL

DOMAINE D'INTERVENTION
> **LOGEMENT**

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
TOUTES LES DISCRIMINATIONS

TYPES D'INTERVENTION
TOUS TYPES D'INTERVENTION

PUBLICS VISÉS
> **TOUS PUBLICS**
> **ORGANISMES HLM**

CONTACT

www.urhlmna-habitat.fr

> 05 56 69 47 90

> urhlm.na@union-habitat.org

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
RÉGIONAL

DOMAINE D'INTERVENTION

> ÉDUCATION

> SOCIAL

> SPORT/LOISIRS/
CULTURE

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
TOUTES
DISCRIMINATIONS

TYPES D'INTERVENTION
> SENSIBILISATION/
INFORMATION

PUBLICS VISÉS
> TOUS PUBLICS

CONTACT

urnacs.centres-sociaux.fr/
> delegue.urnacs@centres-sociaux.fr
> nouvelle.aquitaine@centres-sociaux.fr

URNACS

UNION NATIONALE DES UNIONS RÉGIONALE
NOUVELLE AQUITAINE DES CENTRES SOCIAUX
ET SOCIOCULTURELS

MISSION

L'Union Régionale Nouvelle-Aquitaine des Centres sociaux et socioculturels assure la représentation du réseau des Fédérations des Centres Sociaux et Socioculturels auprès des Pouvoirs Publics, des réseaux et des organismes d'action d'échelon régional, favorise leur développement et promeut le projet centre social. Elles apportent également une expertise et un appui technique aux centres adhérents en termes d'information, de gestion, de formation, de communication, d'élaboration des projets comme de leur évaluation.

Les centres sociaux et socioculturels sont des lieux d'animation sociale et culturelle, mais c'est aussi un outil de solidarité et de citoyenneté au service de tous les habitants. En offrant un espace d'accueil et d'écoute ouvert à tous, les centres sont en capacité de repérer les besoins, les attentes des usagers et des habitants.

L'action de l'URNACS vise à renforcer la prise de conscience contre les discriminations vécues sur les territoires. Il s'agit notamment d'ouvrir des espaces d'expression et de débats et d'accompagner des collectifs pour faire entendre leurs voix et se défendre contre les discriminations et les rapports de dominations. Cela signifie de travailler au portage politique, de se former notamment au droit et aux méthodes de débats et d'actions, de s'outiller et d'échanger nos points de vue mais aussi de nouer des partenariats avec des institutions et associations qui ont développé une expertise et des modalités d'actions sur ces sujets. Cette priorité porte la conviction que c'est en agissant, en animant des débats et conflits, en utilisant la médiation culturelle à visée de conscientisation, que l'on peut éviter la violence et faire changer concrètement les rapports de dominations et mettre fin aux délits que constituent les discriminations.

ACTIONS PHARES

Exemples d'actions sur les territoires :

- > L'accès aux droits avec les moyens nécessaires, sans se substituer aux services publics.
- > Des actions concrètes qui contribuent à réduire les inégalités sur leur territoire (ressourceries et recycleries, actions de

- partage, d'échanges et de gratuité, achats groupés, actions sur l'alimentation, etc.).
- > Un numérique accessible, inclusif et vertueux qui prend en compte les limites de la planète. C'est le numérique qui doit s'adapter à la société et non l'inverse.
- > Les centres sociaux agissent avec les habitants des territoires qui concentrent le plus de pauvreté et de difficultés (QPV, ZRR).

WAKE UP !

MISSION

Wake Up ! est à la fois un groupe d'accueil, de soutien, d'écoute, d'entraide et d'information pour les jeunes queers et personnes en questionnement, ainsi qu'une interface de rencontre et de sociabilisation entre personnes queers.

L'association a pour objectif de faire découvrir aux autres étudiant·e·s la culture queer et de lutter contre les discriminations tout en éduquant sur les thématiques, problématiques et l'histoire LGBTIQAP+.

ACTIONS PHARES

> Écoute / Information

Mise en place d'une permanence pour écouter, soutenir, prévenir et informer les personnes qui le souhaitent.

> Information / Sensibilisation

Organisation de soirées, projection de films, fêtes et interventions dans les universités et lycées.

> Mobilisation

Participation à diverses manifestations telles que la Marche des fiertés, la journée mondiale de lutte contre l'homophobie ou aux actions de lutte contre le SIDA dans les universités.

ASSOCIATION

TERRITOIRE D'INTERVENTION
LOCAL

DOMAINE D'INTERVENTION
> SOCIAL

DISCRIMINATIONS TRAITÉES
> SEXE/GENRE/
ORIENTATION SEXUELLE

TYPES D'INTERVENTION
> SENSIBILISATION/
INFORMATION

PUBLICS VISÉS
> JEUNES DE 6 À 30 ANS
ÉTUDIANTS OU SALA-
RIÉS
> PERSONNEL DE
L'ÉDUCATION NATIONALE
ET DE L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR

CONTACT

www.assowakeup.org
> 07 83 75 56 05
> assowakeupbordeaux@gmail.com
> Permanence :
Mercredi de 8h30 à 17h



INDEX DES ACTEURS



STRUCTURE

RÉGION / N° DÉPARTEMENT

TYPE		TERRITOIRES D'INTERVENTION			
INSTITUTION PUBLIQUE	ASSOCIATION ENTREPRISE	NATIONAL	RÉGIONAL	DÉPARTEMENTAL	LOCAL

A

32	ADAPGV 86 · ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE POUR L'ACCUEIL ET LA PROMOTION DES GENS DU VOYAGE DE LA VIENNE	86						
33	ADAV 33 · ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE LES AMIS DES VOYAGEURS DE LA GIRONDE	33						
34	ADIE	R						
35	AFEV · ASSOCIATION DE LA FONDATION ÉTUDIANTE POUR LA VILLE	R						
36	AIDES	33						
37	ALIFS · ASSOCIATION DU LIEN INTERCULTUREL FAMILIAL ET SOCIAL	33						
38	ANCRES · ASSOCIATION ADELPHES NON-CISGENRES : RENCONTRE, ENTRAIDE ET SOUTIEN	33						
39	APF FRANCE HANDICAP	R						
40	ARESVI	R						
41	ARML N-A · ASSOCIATION RÉGIONALE DES MISSIONS LOCALES DE NOUVELLE-AQUITAINE	R						
42	ASSOCIATION NATIONALE LE REFUGE	33						
43	ASTI · ASSOCIATION DE SOLIDARITÉ AVEC TOUS LES IMMIGRÉS	33						

B

44	BOULEVARD DES POTES	33						
----	---------------------	----	--	--	--	--	--	--

C

45	CAP MÉTIERS NOUVELLE AQUITAINE · OBSERVATOIRE RÉGIONAL DE L'ÉGALITÉ HOMME-FEMME	R						
----	---	---	--	--	--	--	--	--

STRUCTURE

		RÉGION / N° DÉPARTEMENT	TYPE		TERRITOIRES D'INTERVENTION			
			INSTITUTION PUBLIQUE	ASSOCIATION ENTREPRISE	NATIONAL	RÉGIONAL	DÉPARTEMENTAL	LOCAL
14	CDAD - CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'ACCÈS AUX DROITSS	D						
46	CENTRE DE RESSOURCES LGBTQIA+	N						
47	CENTRE LGBTI ADHEOS	17 16						
48	CENTRE LGBTI DU POITOU	86						
49	CIMADE (LA)	R						
50	CITOYENS ET JUSTICE · FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS SOCIO-JUDICIAIRES	R						
51	CLAP SUD-OUEST	R						
52	CMA NOUVELLE-AQUITAINE	R						
53	CNCDH · COMMISSION NATIONALE CONSULTATIVE DES DROITS DE L'HOMME	N						
15	CNFPT - CENTRE NATIONAL DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE	N						
54	CNIL · COMMISSION NATIONALE DE L'INFORMATIQUE ET DES LIBERTÉS	N						
55	COLLECTIF LGBT DORDOGNE	24						
56	CRFH · CENTRE DE RESSOURCE FORMATION HANDICAP	R						
57	CRIJ · CENTRE RÉGIONAL INFORMATION JEUNESSE NOUVELLE-AQUITAINE	R						
D								
58	DÉFENSEUR DES DROITS	R						
16	DÉPARTEMENT	D						
17	DILCRAH - DÉLÉGATION INTERMINISTÉRIELLE À LA LUTTE CONTRE LE RACISME, L'ANTISÉMITISME ET LA HAINE ANTI-LGBT	N						
59	DNSI · COLLECTIF D'AILLEURS NOUS SOMMES D'ICI	86						
18	DRAJES NOUVELLE-AQUITAINE	R						
19	DREETS NOUVELLE-AQUITAINE - DIRECTION RÉGIONALE DE L'ÉCONOMIE, DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITÉS	R						
20	DRDFE - DIRECTION RÉGIONALE AUX DROITS DES FEMMES ET À L'ÉGALITÉ	R						

STRUCTURE

RÉGION / N° DÉPARTEMENT

TYPE

TERRITOIRES
D'INTERVENTION

INSTITUTION PUBLIQUE

ASSOCIATION
ENTREPRISE

NATIONAL

RÉGIONAL

DÉPARTEMENTAL

LOCAL

E

60	ENSEMBLE CONTRE LE SEXISME	N							
----	----------------------------	---	--	--	--	--	--	--	--

F

61	FACE · FONDATION ACGIR CONTRE L'EXCLUSION	R							
62	FAS-NA · FÉDÉRATION DES ACTEURS DE LA SOLIDARITÉ NOUVELLE-AQUITAINE	R							
63	FÉDÉRATION LÉO LAGRANGE	R							
64	FR-CIDFF NA · FÉDÉRATION RÉGIONALE CIDFF NOUVELLE-AQUITAINE	R							
65	FRMJC AQUITAINE · FÉDÉRATION RÉGIONALE DES MJC NOUVELLE-AQUITAINE	R							
66	FEMMES ICI ET AILLEURS	N							
67	FEMMES POUR LE DIRE FEMMES POUR AGIR	N							
68	FEMMES SOLIDAIRES	R							
69	FNMDP · FÉDÉRATION NATIONALE DES MAISONS DES POTES	N							
70	FONDATION DES FEMMES	N							

G

21	GENDARMERIE	N							
71	GINDOU CINEMA	46 24							
72	GIROFARD (LE)	33							

H

73	HCE · HAUT CONSEIL À L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES	N							
----	---	---	--	--	--	--	--	--	--

STRUCTURE

RÉGION / N° DÉPARTEMENT

TYPE

TERRITOIRES
D'INTERVENTION

INSTITUTION PUBLIQUE

ASSOCIATION
ENTREPRISE

NATIONAL

RÉGIONAL

DÉPARTEMENTAL

LOCAL

I

74	INAE · AGIR ENSEMBLE POUR L'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE	R							
75	INFODROITS	R							
76	INITIADROIT	N							
22	INJEP · INSTITUT NATIONAL DE LA JEUNESSE ET DE L'ÉDUCATION POPULAIRE	N							
77	INTER-LGBT	N							
23	INTERCOMMUNALITÉS ET COMMUNES								
78	IR-DSU · INTER RÉSEAUX DES PROFESSIONNELS DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN	N							

L

79	LA CRAVATE SOLIDAIRE	33 64							
80	LICRA · LIGUE INTERNATIONALE CONTRE LE RACISME ET L'ANTISÉMITISME	R							
81	LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT	R							
82	LIGUE DES DROITS DE L'HOMME	R							

M

83	MAISON DES FEMMES DE BORDEAUX	33							
84	MFPF · FÉDÉRATION RÉGIONALE NOUVELLE-AQUITAINE DU MOUVEMENT FRANÇAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL	R							
85	MRAP · MOUVEMENT CONTRE LE RACISME ET POUR L'AMITIÉ ENTRE LES PEUPLES	N							

STRUCTURE

RÉGION / N° DÉPARTEMENT

TYPE

TERRITOIRES
D'INTERVENTION

INSTITUTION PUBLIQUE

ASSOCIATION
ENTREPRISE

NATIONAL

RÉGIONAL

DÉPARTEMENTAL

LOCAL

N

86 #NOUS TOUTES

N

O

87 OBSERVATOIRE DES INÉGALITÉS

N

88 OBSERVATOIRE DES VIOLENCES SEXISTES
ET SEXUELLES DE NOUVELLE-AQUITAINE

R

P

27 P0N-A · PAYS ET QUARTIERS DE NOUVELLE-AQUITAINE

R

25 PÔLE ANTI-DISCRIMINATION

R

26 POLICE

N

28 PRÉFECTURE DE DÉPARTEMENT

D

29 PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE

N

89 PROMOTION SANTÉ NOUVELLE-AQUITAINE

R

R

90 RAHMI · RÉSEAU DES ACTEURS DE L'HISTOIRE
ET DE LA MÉMOIRE DE L'IMMIGRATION

R

30 RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE

R

91 RÉSEAU RÉCI · RESSOURCES POUR L'ÉGALITÉ DES CHANCE ET L'INTÉGRATION

N

92 RESF · RÉSEAU ÉDUCATION SANS FRONTIÈRES

r

STRUCTURE

TYPE		TERRITOIRES D'INTERVENTION			
INSTITUTION PUBLIQUE	ASSOCIATION ENTREPRISE	NATIONAL	RÉGIONAL	DÉPARTEMENTAL	LOCAL

S

93	SOS HOMOPHOBIE	R						
94	SOS RACISME	R						
95	SOYONS LE CHANGEMENT	33 86 47 24						

T

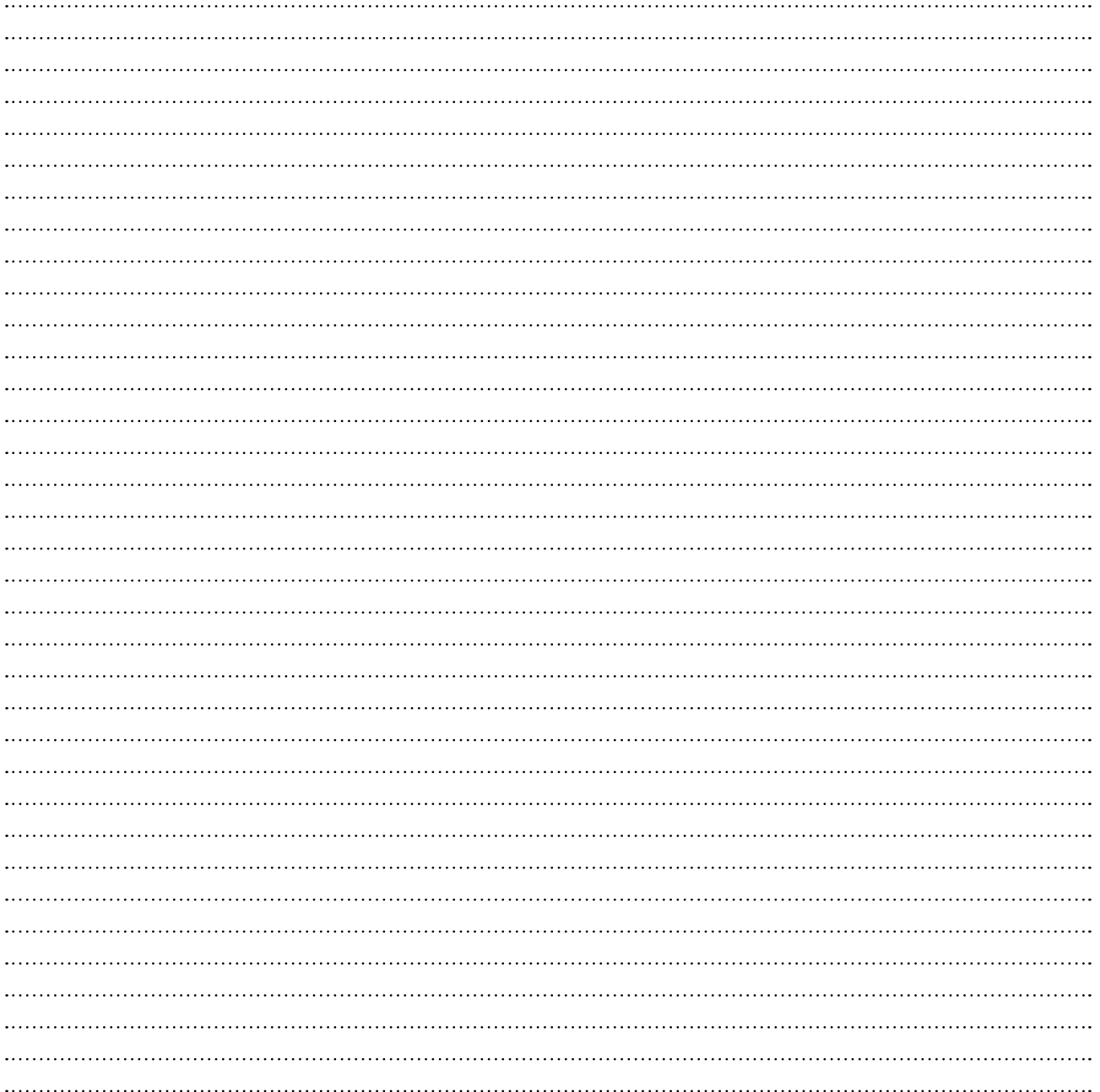
96	TRANS 3.0	33						
----	-----------	----	--	--	--	--	--	--

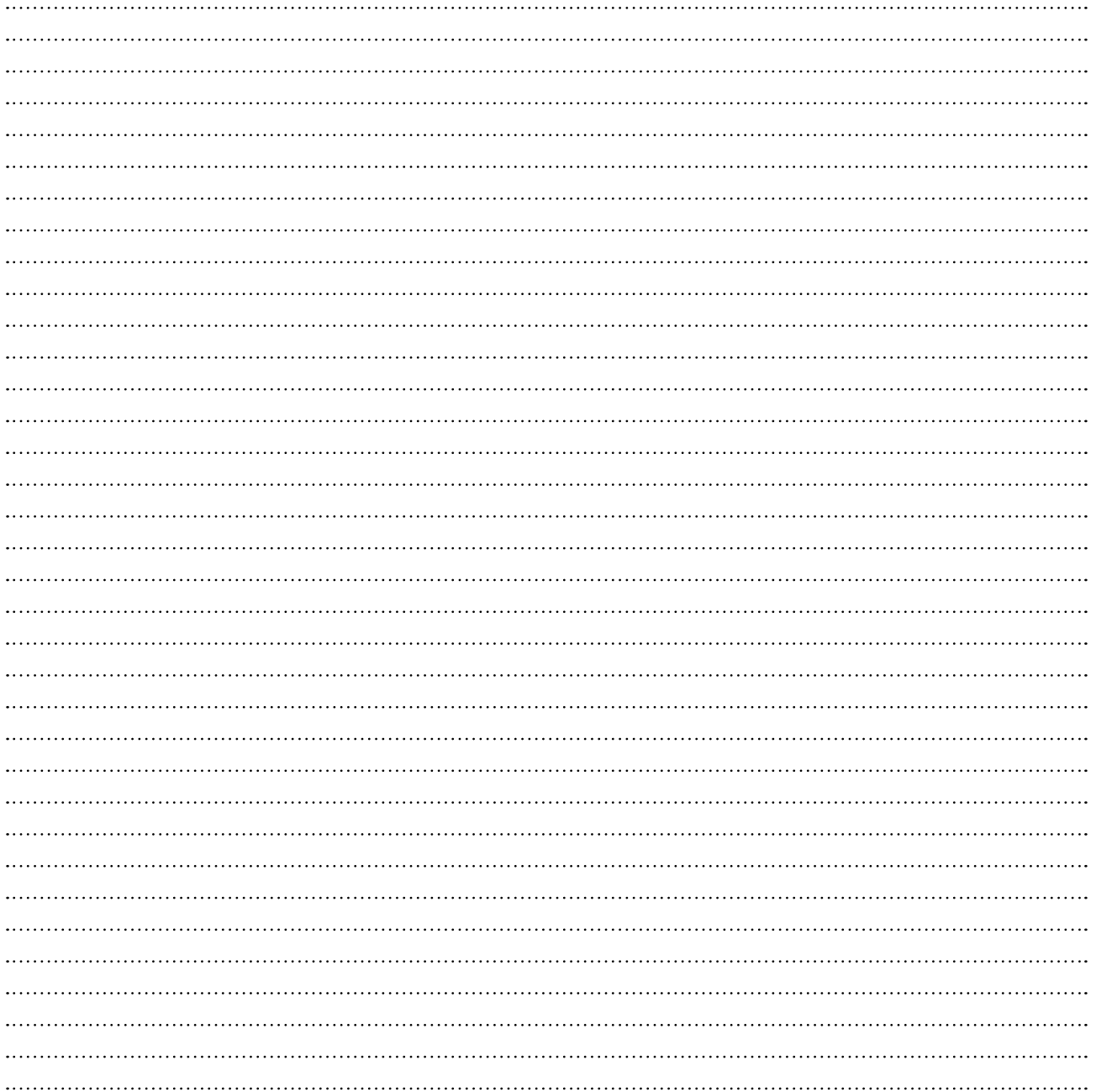
U

97	UNADEV · UNION NATIONALE DES AVEUGLES ET DÉFICIENTS VISUELS	N						
98	UNION RÉGIONALE FRANCAS NOUVELLE-AQUITAINE	r						
99	UNION RÉGIONALE HLM NOUVELLE-AQUITAINE	R						
100	UNION RÉGIONALE NOUVELLE-AQUITAINE DES CENTRES SOCIAUX ET SOCIOCULTURELS · URNACS	R						

W

101	WAKE UP !	33						
-----	-----------	----	--	--	--	--	--	--







Pays et Quartiers de Nouvelle-Aquitaine

Ecosystème Darwin

87 quai de Queyries 33 100 Bordeaux

05 56 90 81 00 / contact@pqn-a.fr

Créé en 2002, PQN-A est un Groupement d'Intérêt Public. Il appartient au Réseau National des Centres de Ressources Politique de la Ville (RNCRPV).

Pour en savoir plus sur nos actions en cours, les ressources de PQN-A, rendez-vous sur :

www.pqn-a.fr

Suivez PQN-A sur les réseaux sociaux :

-  [pays-et-quartiers-de-nouvelle-aquitaine-pqn-a](https://www.linkedin.com/company/pays-et-quartiers-de-nouvelle-aquitaine-pqn-a)
-  [Pays et Quartiers de Nouvelle-Aquitaine](https://www.youtube.com/channel/UC...)